



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

RÉFÉRENTIEL DÉPARTEMENTAL
D'ÉVALUATION DE L'EMPLOI
DE CHEF D'ÉQUIPE SPP ET SPV

Mise à jour : le 19 janvier 2015

Préambule

La formation d'adaptation à l'emploi de chef d'équipe constitue le second palier dans le parcours de formation dans la vie du sapeur-pompier. Elle doit permettre à l'apprenant de connaître le rôle du chef d'équipe et d'appréhender les responsabilités qui lui incombent.

Profitant de la réforme de la formation de 2013, le SDIS de la Seine-Maritime a choisi de développer :

- Des formations dites « mixtes » permettant aux sapeurs-pompiers volontaires et aux sapeurs-pompiers professionnels d'apprendre ensemble, en tirant profit des expériences de tous ;
- La Formation Ouverte et A Distance (FOAD) qui, réalisée en amont de la formation en présentiel, permet d'une part de préparer le stagiaire et d'autre part de créer une dynamique de groupe grâce au tutorat ;
- L'approche pédagogique par les compétences (être acteur de sa formation) qui, en faisant appel aux expériences professionnelles et personnelles des stagiaires et des encadrants, permet d'enrichir le contenu même de la formation ;
- Des enseignements techniques axés sur des mises en situation qui s'appuient sur les outils innovants du plateau technique de formation de Tourville-la-Rivière et permettent de placer les personnels face à la réalité de leur activité future et de leurs responsabilités.

1. Cadre réglementaire

1.1. Arrêté du 8 août 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers volontaires (annexe 1)

Extrait de l'article 10 de l'arrêté du 8 août 2013

La durée des formations, les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont fixés par le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours sur proposition du directeur départemental, après avis du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, et annexés au règlement de formation départemental.

1.2. Arrêté du 30 septembre 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels (annexe 2)

Extrait de l'article 13 de l'arrêté du 30 septembre 2013

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminés par un règlement d'évaluation, fixé par le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, sur proposition du directeur départemental, après avis des instances consultatives compétentes, et annexé au règlement de formation départemental de l'organisme ou de l'établissement.

2. Modalités d'organisation de la formation

La formation mixte de chef d'équipe dure 49 heures et se compose de deux parties :

- La formation à distance (FOAD) d'une durée de 11h30 portant sur l'ensemble des unités de valeur,
- La formation en présentiel d'une durée de 37h30 soit 5 journées dont 2 réalisées au centre départemental de formation et 3 réalisées sur le plateau technique de formation (des exercices « feux réels » sont réalisés notamment sur la structure VULCAIN).

3. Modalités d'organisation, forme et contenu des évaluations

3.1. Unités de valeur certifiées et non certifiées

3.1.1. Sapeurs-pompiers volontaires

MODULE 1 : GESTION OPERATIONNELLE ET COMMANDEMENT	
UV 1.1 : Bases du commandement opérationnel	-
MODULE 2 : CHEF D'EQUIPE INCENDIE	
UV 2.2 : Les techniques professionnelles appliquées à l'incendie	Evaluation certificative

L'UV 1.1 n'est pas certifiée, elle fait l'objet d'une évaluation formative tout au long de la formation pour permettre à l'apprenant de mesurer sa progression.

L'UV 2.1 est certifiée.

3.1.2. Sapeurs-pompiers professionnels

MODULE 1 : GESTION OPERATIONNELLE ET COMMANDEMENT	
UV 1.1 : Bases du commandement opérationnel	Evaluation certificative. Evaluée lors de l'évaluation de l'UV 1.2
UV 1.2 : Les techniques professionnelles appliquées à l'incendie	Evaluation certificative

Les UV 1.1 et 1.2 sont certifiées.

3.2. Modalités d'organisation

Les évaluations sont organisées sous la responsabilité du responsable pédagogique du stage et réalisées par l'équipe d'encadrement du stage (au minimum deux évaluateurs).

Ces évaluateurs doivent être reconnus « formateurs des techniques de bases » ou détenir au minimum le grade de sergent et être titulaire de la FAE de chef d'agrès une équipe.

3.3. Forme et contenu

3.3.1. Sapeurs-pompiers volontaires

3.3.1.1. Module 1: Gestion opérationnelle et commandement

Contrôle de connaissances : un QCM est réalisé le premier jour de la semaine de formation, à titre indicatif sur la partie théorique de l'UV 1.1 (acquisition des connaissances en FOAD). Il est corrigé par l'équipe d'encadrement.

3.3.1.2. Module 2 : Chef d'équipe incendie

Contrôle de connaissances : un QCM est réalisé le premier jour de la semaine de formation, il est corrigé par l'équipe d'encadrement et une note minimum de 12/20 est requise pour valider la partie théorique de l'UV 2.1 (acquisition des connaissances en FOAD).

Évaluation sommative à visée certificative : lors de mises en situation pratiques, les évaluations sont réalisées par deux formateurs « techniques de bases » en utilisant une fiche d'évaluation formative (annexe 3 - *cette fiche sera actualisée en fonction de l'évolution du dispositif de formation*).

Le résultat est ensuite inscrit dans la fiche d'évaluation sommative à visée certificative (annexe 4 - *cette fiche sera actualisée en fonction de l'évolution du dispositif de formation*) où le principe « acquis » / « non acquis » est retenu pour valider la partie pratique de l'UV 2.1.

3.3.2. Sapeurs-pompiers professionnels

Contrôles de connaissances : deux QCM sont réalisés le premier jour de la semaine de formation, ils sont corrigés par l'équipe d'encadrement et une note minimale de 12/20 est requise pour valider la partie théorique des deux UV (acquisition des connaissances en FOAD).

Évaluation sommative à visée certificative : lors de mises en situation pratiques, les évaluations sont réalisées par deux formateurs « techniques de bases » en utilisant une fiche d'évaluation formative (annexe 3).

Le résultat est ensuite inscrit dans la fiche d'évaluation sommative à visée certificative (annexe 4) où le principe « acquis » / « non acquis » est retenu pour valider la partie pratique de l'UV 1.2.

3.4. Validation

La validation d'un module nécessite la validation de l'ensemble des unités de valeur certificatives le composant.

En cas d'échec, l'apprenant est autorisé, dans le cadre d'une nouvelle évaluation, à se présenter une fois à l'épreuve concernée avant la fin de sa période statutaire de stage sans obligatoirement suivre à nouveau les formations correspondantes.

En cas de nouvel échec constaté par le jury compétent, le module ou l'unité de valeur de formation n'est pas validé. L'agent doit suivre l'intégralité de la formation de l'unité de valeur nécessaire à son acquisition. Les unités de valeur de formation d'un module déjà acquises sont conservées.

3.5. Composition des jurys

Les membres du jury ne doivent pas avoir participé aux évaluations (ni formatives ni certificatives).

3.5.1. Sapeurs-pompiers volontaires

L'attribution de la formation de chef d'équipe fait l'objet d'une délibération d'un jury comprenant :

- l'adjoint au chef de groupement EAC, chargé du développement des emplois, des activités et des compétences ou son représentant, président ;
- le responsable pédagogique du stage ;
- un officier de sapeur-pompier volontaire ;
- un sous-officier de sapeur-pompier volontaire.

3.5.2. Sapeurs-pompiers professionnels

L'attribution de chaque UV composant la formation de chef d'équipe fait l'objet d'une délibération d'un jury comprenant :

- l'adjoint au chef de groupement EAC, chargé du développement des emplois, des activités et des compétences ou son représentant, président ;
- le responsable pédagogique du stage ;
- un officier de sapeur-pompier professionnel ;
- un sous-officier de sapeur-pompier professionnel, membre de la commission administrative paritaire.

3.6. Diplômes

3.6.1. Sapeurs-pompiers volontaires

Le sapeur-pompier volontaire ayant suivi l'intégralité de la formation de chef d'équipe se voit délivrer un diplôme (annexe 5), mention « chef d'équipe de sapeur-pompier volontaire », par le DDSIS.

3.6.2. Sapeurs-pompiers professionnels

Le sapeur-pompier professionnel ayant validé l'intégralité de la formation de chef d'équipe se voit délivrer un diplôme (annexe 6), mention « diplôme de caporal de sapeur-pompier professionnel », par le DDSIS.

Annexes

Annexe 1 : arrêté du 8 août 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers volontaires

Annexe 2 : arrêté du 30 septembre 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels

Annexe 3 : modèle de fiche d'évaluation formative

Annexe 4 : modèle de fiche d'évaluation sommative à visée certificative

Annexe 5 : diplôme de chef d'équipe de sapeur-pompier volontaire

Annexe 6 : diplôme de caporal de sapeur-pompier professionnel

**Annexe 1 : arrêté du 8 août 2013 relatif aux formations
des sapeurs-pompiers volontaires**

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 8 août 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers volontaires

NOR : INTE1315093A

Publics concernés : sapeurs-pompiers volontaires, services départementaux d'incendie et de secours et établissements chargés de la formation des sapeurs-pompiers volontaires.

Objet : ce texte détermine l'ensemble du dispositif de formation applicable aux sapeurs-pompiers volontaires, hors membres du service de santé et de secours médical.

Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : cet arrêté fait suite à la publication du décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires.

Le présent texte fixe le dispositif de formation des sapeurs-pompiers volontaires ainsi que les référentiels d'activités et de compétences afférents.

Le référentiel d'activités et de compétences de tronc commun, auquel sont annexés un référentiel de formation et un référentiel d'évaluation, remplace le guide national de référence des emplois, des activités et des formations de tronc commun des sapeurs-pompiers volontaires prévu par l'arrêté du 19 décembre 2006.

La formation n'est plus une condition à l'avancement de grade. Toutefois, le sapeur-pompier volontaire ne peut exercer une activité qu'après validation de la formation correspondante.

Références : cet arrêté peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu la loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique ;

Vu le décret n° 2004-502 du 7 juin 2004 relatif à l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ;

Vu le décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires ;

Vu l'arrêté du 6 juin 2013 relatif aux activités pouvant être exercées par les sapeurs-pompiers volontaires ;

Vu l'avis émis par la Conférence nationale des services d'incendie et de secours dans sa séance du 17 avril 2013,

Arrête :

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. – Les caractéristiques et les conditions d'exercice des différentes activités tenues par les sapeurs-pompiers volontaires sont définies dans le cadre de référentiels arrêtés par le ministre chargé de la sécurité civile.

Ces référentiels se déclinent de la manière suivante :

- le référentiel des activités et des compétences de tronc commun des sapeurs-pompiers volontaires non officiers annexé au présent arrêté ;
- le référentiel des activités et des compétences de tronc commun des sapeurs-pompiers volontaires officiers ;

- le référentiel des activités et des compétences du service de santé et de secours médical ;
- les référentiels des emplois, des activités et des compétences de spécialités.

Art. 2. – Le présent arrêté fixe les dispositions relatives à la formation des sapeurs-pompiers volontaires, hors membres du service de santé et de secours médical.

Art. 3. – Les sapeurs-pompiers volontaires peuvent exercer une activité après avoir suivi et validé la formation correspondante.

Ils peuvent, compte tenu de leurs qualifications antérieures, être dispensés de suivre les formations correspondant à des compétences déjà acquises. Pour l'application de cette mesure, les sapeurs-pompiers volontaires peuvent demander à bénéficier de la procédure de reconnaissance des attestations, titres et diplômes ou de la procédure de validation des acquis de l'expérience. Ces demandes sont examinées par la commission de validation des acquis de l'expérience compétente.

Art. 4. – Les formations des sapeurs-pompiers volontaires permettent l'acquisition et l'entretien des compétences opérationnelles, administratives et techniques nécessaires à l'accomplissement de leurs missions et à l'exercice de leurs activités.

Elles comprennent :

- les formations initiales ;
- les formations continues (formations liées aux avancements de grade et formation de maintien et de perfectionnement des acquis) ;
- les formations aux spécialités ;
- les formations d'adaptation aux risques locaux.

Les formations sont organisées en modules et/ou unités d'enseignement appelés unités de valeur.

Art. 5. – Les sapeurs-pompiers volontaires reçoivent une formation initiale leur permettant d'exercer, au sein des services d'incendie et de secours, les activités opérationnelles, administratives et techniques qui leur sont confiées conformément aux textes qui les régissent.

Art. 6. – La formation continue a pour objet de permettre au sapeur-pompier volontaire d'acquérir les capacités nécessaires à l'exercice d'activités nouvelles ou la préservation et le perfectionnement des compétences déjà acquises.

Art. 7. – Les formations concernant les spécialités ont pour objet l'acquisition de connaissances opérationnelles ou techniques dans des domaines particuliers.

Art. 8. – Le maintien dans l'activité peut être conditionné par des formations de maintien et de perfectionnement des acquis. Ces formations ont pour objet la préservation et l'amélioration des compétences.

Les modalités et la périodicité des formations de maintien et de perfectionnement des acquis de tronc commun sont fixées par le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours sur proposition du directeur départemental, après avis du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, dans le plan départemental de formation pluriannuel.

Les modalités et la périodicité des formations de maintien et de perfectionnement des acquis de spécialités sont fixées par les référentiels qui les régissent.

Art. 9. – Des formations complémentaires d'adaptation aux risques locaux peuvent être organisées, sous l'autorité du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, qui en fixe le contenu et la durée, sur proposition du directeur départemental après avis du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, afin de prendre en compte les risques locaux recensés dans le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques.

Ces formations ne peuvent en aucun cas se substituer aux formations initiales et continues ou de spécialités.

Art. 10. – Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant l'exercice des activités d'équipier, de chef d'équipe, de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe et de chef d'agrès tout engin sont définies dans les annexes 1 et 2 du référentiel des activités et des compétences de tronc commun des sapeurs-pompiers volontaires non officiers.

La durée des formations, les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont fixés par le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours sur proposition du directeur départemental, après avis du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, et annexés au règlement de formation départemental.

Art. 11. – Les scénarios pédagogiques de formation sont élaborés sous l'autorité du directeur de l'établissement ou de l'organisme de formation. Les formations peuvent comprendre des séquences pédagogiques dont l'enseignement est assuré à distance pour les enseignements ne faisant pas l'objet d'une évaluation certificative pratique.

Art. 12. – Des évaluations, organisées sous la responsabilité du directeur de l'établissement ou de l'organisme chargé de la formation, valident les connaissances et les aptitudes des stagiaires et conduisent à la délivrance d'un diplôme ou d'un certificat dans les conditions définies dans chaque référentiel des activités et des compétences.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminées par un règlement d'évaluation annexé au règlement de formation de l'organisme ou de l'établissement.

Art. 13. – Sous réserve de dispositions particulières prévues par chaque référentiel, en cas d'échec lors des évaluations, constaté par le jury compétent, le sapeur-pompier volontaire est autorisé, dans le cadre d'une nouvelle évaluation, à se présenter une fois aux épreuves non réussies.

En cas de nouvel échec constaté par le jury compétent, le module ou l'unité de valeur de formation n'est pas validé. Le sapeur-pompier volontaire doit alors suivre l'intégralité de la formation du module ou de l'unité de valeur nécessaire à son acquisition. Les unités de valeur de formation d'un module déjà acquises sont conservées.

Art. 14. – Le directeur départemental des services d'incendie et de secours doit organiser le suivi individuel de la formation de chaque sapeur-pompier relevant de son autorité. Le dispositif mis en place, fiche ou livret de formation, doit permettre de connaître, pour chaque agent, les formations et recyclages suivis, les diplômes, attestations ou certificats obtenus.

Art. 15. – Les établissements et organismes habilités à délivrer les formations des sapeurs-pompiers sont les suivants :

- l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ;
- l'Ecole d'application de sécurité civile ;
- les établissements publics interdépartementaux d'incendie et de secours ;
- les services départementaux d'incendie et de secours ;
- les organismes de formation ayant passé convention avec l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, un établissement public interdépartemental d'incendie et de secours, un service départemental d'incendie et de secours ;
- les organismes de formation de sécurité civile.

Art. 16. – Une circulaire du ministre chargé de la sécurité civile précise les formations pour lesquelles l'organisme formateur doit obtenir un agrément du ministre chargé de la sécurité civile.

L'agrément initial est délivré, pour chaque type de formation, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises pour une durée de trois ans renouvelable, après avis favorable du préfet de la zone de défense concerné.

Un agrément peut être retiré par l'autorité qui l'a délivré lorsqu'une des conditions ayant motivé sa délivrance cesse d'être remplie.

Art. 17. – Les services départementaux d'incendie et de secours peuvent confier tout ou partie d'une formation destinée aux sapeurs-pompiers de leur département à l'un des établissements ou organismes mentionnés à l'article 15. Dans ce cas, une convention doit être établie entre les deux parties afin de déterminer, notamment, les conditions pédagogiques de chaque formation ainsi que ses modalités administratives et financières.

Art. 18. – Avant le 1^{er} juin de chaque année, les services départementaux d'incendie et de secours transmettent à l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, au titre de l'année suivante, un état de leurs besoins en formations initiales et continues relevant de sa compétence.

Art. 19. – Les actions de formation des sapeurs-pompiers volontaires s'inscrivent dans le cadre d'un plan départemental de formation pluriannuel définissant l'ensemble des actions de formation décidées par l'autorité territoriale sur proposition du directeur départemental, après avis du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Le plan départemental de formation pluriannuel doit être complété par un règlement de formation départemental mis à disposition des stagiaires.

Art. 20. – Les préfets de zone de défense veillent à la cohérence des formations organisées par les services départementaux d'incendie et de secours de leur zone, après recensement des besoins spécifiques de leur zone, en liaison avec la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises et l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers.

TITRE II

FORMATIONS INITIALES

CHAPITRE I^{er}

Sapeurs-pompiers volontaires non officiers

Art. 21. – Les sapeurs suivent dès leur nomination une formation initiale. Cette formation peut être dispensée en tout ou partie en fonction des activités réellement exercées.

Art. 22. – La formation initiale de sapeur est constituée de la façon suivante :

- un module transverse comprenant des enseignements destinés à l'acquisition d'un socle de connaissances communes et notamment en matière de prompt secours ;

- un module secours à personnes comprenant des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de secours en équipe ;
- un module secours routier comprenant des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de secours sur réseaux routiers.
- un module incendie comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de protection individuelle et collective ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de sauvetages et mises en sécurité ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière d'opération incendie ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de moyens élévateurs aériens.
- un module opérations diverses comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de protection des personnes, des biens et de l'environnement.

Art. 23. – Les activités de l'équipier de sapeur-pompier volontaire se composent de trois grands domaines d'activités :

- le secours à victimes composé de deux sous-domaines d'activités ;
- le secours à personnes et le secours routier ;
- l'incendie ;
- les opérations diverses.

Art. 24. – Pour exercer les activités de secours à personnes, l'équipier de sapeur-pompier volontaire doit avoir suivi et validé le module transverse et le module secours à personnes.

Pour exercer les activités de secours routier, l'équipier de sapeur-pompier volontaire doit avoir suivi et validé le module transverse, le module secours à personnes et le module secours routier.

Pour exercer les activités incendie, l'équipier de sapeur-pompier volontaire doit avoir suivi et validé le module transverse et le module incendie. L'enseignement relatif aux moyens aériens sera optionnel en fonction des activités réellement exercées.

Pour exercer les activités opérations diverses, l'équipier de sapeur-pompier volontaire doit avoir suivi et validé le module transverse et le module opérations diverses.

L'équipier de sapeur-pompier volontaire qui a suivi et validé l'ensemble des modules composant la formation initiale peut réaliser l'ensemble des missions de l'équipier.

Art. 25. – Le jury validant le ou les modules de formation comprend :

- le directeur du centre de formation ou son représentant, président ;
- le responsable pédagogique du stage ;
- un officier de sapeur-pompier volontaire ;
- un sous-officier de sapeur-pompier volontaire.

Concernant l'attribution des modules comportant des enseignements en matière de secours à personne ou secours routier, le sous-officier sera remplacé par un moniteur ou instructeur national de premiers secours membre de l'équipe pédagogique.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur du centre de formation, mention « diplôme d'équipier de sapeur-pompier volontaire », précisant le ou les domaines d'activités pour lesquels ils ont été formés.

CHAPITRE II

Sapeurs-pompiers volontaires officiers

Art. 26. – Les lieutenants ou les capitaines nommés au titre de l'article 11 du décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires suivent dès leur nomination une formation initiale.

Art. 27. – Pour être inscrits en formation, les lieutenants et les capitaines doivent avoir suivi un module de compréhension des activités d'équipier, de chef d'équipe et de chef d'agrès. Le module de compréhension des activités est organisé par le service départemental d'incendie et de secours d'affectation de l'officier et sous sa responsabilité.

Art. 28. – La formation initiale est constituée d'un module opérationnel comprenant :

- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de techniques opérationnelles ;

- des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des activités de chef de groupe.

Art. 29. – Les sapeurs-pompiers volontaires déjà titulaires d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers sur demande de l'autorité de gestion du stagiaire.

Art. 30. – La formation peut comprendre des phases d'enseignements théoriques, pratiques, des stages d'observation et d'application. Les enseignements théoriques se déroulent pour partie dans un service départemental d'incendie et de secours et pour partie sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) ou en enseignement à distance.

Ils peuvent également être réalisés pour partie dans les écoles chargées de mission par l'ENSOSP. La validation de la formation permet aux lieutenants et aux capitaines d'exercer les activités de chef de groupe.

Art. 31. – Le jury validant la formation initiale comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.

Membres et leurs suppléants ayant même qualité, nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
- un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
- un représentant des officiers de sapeurs-pompiers volontaires ;
- un enseignant ayant participé à la formation.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention « diplôme de chef de groupe de sapeur-pompier volontaire ».

TITRE III

FORMATIONS LIÉES AUX AVANCEMENTS DE GRADE

CHAPITRE I^{er}

Sapeurs-pompiers volontaires non officiers

Art. 32. – Les caporaux de sapeurs-pompiers volontaires suivent dès leur nomination une formation liée à leur avancement de grade leur permettant d'exercer tout ou partie des activités de chef d'équipe.

Art. 33. – La formation de chef d'équipe est constituée de la façon suivante :

- un module de gestion opérationnelle et commandement comprenant des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de commandement opérationnel ;
- un module spécifique comprenant des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de techniques professionnelles appliquées à l'incendie.

Art. 34. – Pour exercer les activités de chef d'équipe secours à personnes, le caporal de sapeur-pompier volontaire doit avoir suivi et validé le module transverse et le module secours à personnes de la formation d'équipier et avoir suivi le module gestion opérationnelle et commandement de la formation de chef d'équipe.

Pour exercer les activités de chef d'équipe secours routier, le caporal de sapeur-pompier volontaire doit avoir suivi et validé le module transverse, le module secours à personnes et le module secours routier de la formation d'équipier et avoir suivi le module gestion opérationnelle et commandement de la formation de chef d'équipe.

Pour exercer les activités de chef d'équipe incendie, le caporal de sapeur-pompier volontaire doit avoir suivi et validé le module transverse et le module incendie de la formation d'équipier et avoir suivi et validé le module gestion opérationnelle et commandement et le module spécifique de la formation de chef d'équipe. Les enseignements relatifs aux moyens aériens seront optionnels en fonction des activités réellement exercées.

Pour exercer les activités de chef d'équipe opérations diverses, le caporal de sapeur-pompier volontaire doit avoir suivi et validé le module transverse et le module opérations diverses de la formation d'équipier et avoir suivi le module gestion opérationnelle et commandement de la formation de chef d'équipe.

Le caporal de sapeur-pompier volontaire qui a suivi et validé l'ensemble des modules composant la formation initiale d'équipier et de chef d'équipe peut réaliser l'ensemble des activités du chef d'équipe.

Art. 35. – Le jury validant la formation de chef d'équipe de sapeur-pompier volontaire comprend :

- le directeur du centre de formation ou son représentant, président ;
- le responsable pédagogique du stage ;
- un officier de sapeur-pompier volontaire ;
- un sous-officier de sapeur-pompier volontaire.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur du centre de formation, mention « diplôme de chef d'équipe de sapeur-pompier volontaire », précisant le ou les domaines d'activités pour lesquels ils ont été formés.

Art. 36. – Les sergents de sapeurs-pompiers volontaires suivent dès leur nomination une formation liée à leur avancement de grade leur permettant d'exercer les activités de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe.

Art. 37. – La formation de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe est constituée de la façon suivante :

- un module cadre d'intervention comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière réglementaire ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de relations avec les partenaires extérieurs ;
- un module de gestion opérationnelle et commandement comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de commandement opérationnel et d'outils du commandement ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de sécurité individuelle et collective ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de techniques opérationnelles appliquées.

Art. 38. – Pour exercer les activités de chef d'agrès secours à personnes, le sergent de sapeur-pompier volontaire doit avoir suivi et validé le module transverse et le module secours à personnes de la formation d'équipier, le module gestion opérationnelle et commandement de la formation de chef d'équipe et la formation de chef d'agrès d'un engin à une équipe comprenant les techniques opérationnelles appliquées au secours à personne.

Pour exercer les activités de chef d'agrès secours routier, le sergent de sapeur-pompier volontaire doit avoir suivi et validé le module transverse, le module secours à personnes et le module secours routier de la formation d'équipier, le module gestion opérationnelle et commandement de la formation de chef d'équipe et la formation de chef d'agrès d'un engin à une équipe comprenant les techniques opérationnelles appliquées au secours routier.

Pour exercer les activités de chef d'agrès opérations diverses, le sergent de sapeur-pompier volontaire doit avoir suivi et validé le module transverse et le module opérations diverses de la formation d'équipier, le module gestion opérationnelle et commandement de la formation de chef d'équipe et la formation de chef d'agrès d'un engin à une équipe comprenant les techniques opérationnelles appliquées aux opérations diverses.

Le sergent de sapeur-pompier volontaire qui a suivi et validé l'ensemble des modules composant la formation initiale d'équipier, la formation de chef d'équipe et la formation de chef d'agrès intégrant les techniques opérationnelles appliquées à l'ensemble des domaines d'intervention peut réaliser l'ensemble des missions de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe.

Art. 39. – Le jury validant la formation de chef d'agrès une équipe de sapeur-pompier volontaire comprend :

- le directeur du centre de formation ou son représentant, président ;
- le responsable pédagogique du stage ;
- un officier de sapeur-pompier volontaire ;
- un adjudant de sapeur-pompier volontaire titulaire de la formation de chef d'agrès tout engin.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur du centre de formation, mention « diplôme de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe de sapeur-pompier volontaire », précisant le ou les domaines d'activités pour lesquels ils ont été formés.

Art. 40. – Les adjudants de sapeurs-pompiers volontaires suivent dès leur nomination une formation liée à leur avancement de grade leur permettant d'exercer les activités de chef d'agrès tout engin.

Pour exercer les activités de chef d'agrès tout engin, l'adjudant de sapeur-pompier volontaire doit avoir suivi et validé la formation de chef d'agrès tout engin.

Art. 41. – La formation de chef d'agrès tout engin est constituée de la façon suivante :

- un module de gestion opérationnelle et commandement comprenant des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière d'engagement opérationnel ;
- un module de lutte contre les incendies comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de connaissance du feu ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière d'hydraulique ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de stratégie d'extinction ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances relatives au déblai et à la surveillance.

Art. 42. – Le jury validant la formation de chef d'agrès tout engin de sapeur-pompier volontaire comprend :

- le directeur du centre de formation ou son représentant, président ;
- le responsable pédagogique du stage ;
- un officier de sapeur-pompier volontaire ;
- un adjudant de sapeur-pompier volontaire titulaire de la formation de chef d'agrès tout engin.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur du centre de formation, mention « diplôme de chef d'agrès tout engin de sapeur-pompier volontaire ».

CHAPITRE II

Sapeurs-pompiers volontaires officiers

Art. 43. – Les lieutenants nommés au titre de l'article 24 du décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires suivent dès leur nomination une formation liée à l'avancement de grade de lieutenant.

Art. 44. – La formation liée à l'avancement de grade de lieutenant est constituée d'un module opérationnel comprenant :

- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de techniques opérationnelles ;
- des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de groupe.

Art. 45. – La formation de lieutenant peut comprendre des phases d'enseignements théoriques, pratiques, des stages d'observation et d'application. Les enseignements théoriques se déroulent pour partie dans le service départemental d'incendie et de secours d'affectation du stagiaire et pour partie sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) ou en enseignement à distance.

Ils peuvent également être réalisés pour partie dans les écoles chargées de mission par l'ENSOSP. La validation de la formation permet aux lieutenants d'exercer les activités de chef de groupe.

Art. 46. – Le jury validant la formation de lieutenant de sapeur-pompier volontaire comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.

Membres et leurs suppléants ayant même qualité, nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
- un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
- un représentant des officiers de sapeurs-pompiers volontaires ;
- un enseignant ayant participé à la formation.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention «diplôme de chef de groupe de sapeur-pompier volontaire».

TITRE IV

AUTRES FORMATIONS DE TRONC COMMUN

Art. 47. – Les sapeurs-pompiers volontaires non officiers ayant vocation à exercer les activités de sous-officier de garde ou de chef de centre doivent suivre la formation correspondante.

Ces formations, dont le contenu et la durée sont fixées par le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours sur proposition du directeur départemental, après avis du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, sont assurées dans un service départemental d'incendie et de secours. Elles donnent lieu à la délivrance d'un certificat mention «sous-officier de garde de sapeur-pompier volontaire» ou «chef de centre de sapeur-pompier volontaire».

Art. 48. – Les officiers qui ont acquis l'ensemble des enseignements de la formation d'officier de garde peuvent exercer cette activité. La formation d'officier de garde peut comprendre des phases d'enseignements théoriques et pratiques. Les enseignements théoriques se déroulent pour partie dans un service départemental d'incendie et de secours et pour partie sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) ou en enseignement à distance.

Art. 49. – La formation d'officier de garde est constituée d'un module de management comprenant :

- des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des activités d'officier de garde ;
- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances dans le domaine de l'hygiène et la sécurité individuelle et collective des sapeurs-pompiers et la santé en service.

Art. 50. – Le jury validant la formation d'officier de garde comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.

Membres et leurs suppléants ayant même qualité, nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
- un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
- un représentant des officiers de sapeurs-pompiers volontaires ;
- un enseignant ayant participé à la formation.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention «diplôme d'officier de garde».

Art. 51. – Les officiers de sapeurs-pompiers volontaires qui ont acquis l'ensemble des modules de formation de chef de centre peuvent exercer cette activité. Ces enseignements se déroulent sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).

Art. 52. – Le jury validant la formation de chef de centre comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.

Membres et leurs suppléants ayant même qualité, nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
- un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
- un représentant des officiers de sapeurs-pompiers volontaires ;
- un enseignant ayant participé à la formation.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention « chef de centre ».

Art. 53. – Les capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels qui ont acquis l'ensemble des modules de formation de chef de colonne peuvent tenir cet emploi. Ces enseignements se déroulent sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).

Art. 54. – Les commandants, lieutenants-colonels et colonels peuvent exercer les activités de chef de site sous réserve d'avoir suivi et validé la formation correspondante. Ces enseignements se déroulent sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).

Art. 55. – Le jury validant les formations de chef de colonne et de chef de site comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.

Membres et leurs suppléants ayant même qualité, nommés par directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
- un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
- un représentant des officiers de sapeurs-pompiers volontaires ;
- un enseignant ayant participé à la formation.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention « chef de colonne » ou « chef de site ».

Art. 56. – Les experts engagés conformément à l'article 80 du décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires suivent un module d'observation des pratiques départementales, dispensé au sein de leur service départemental d'incendie et de secours d'affectation et dont le contenu est fixé par le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Art. 57. – La formation des sapeurs-pompiers volontaires affectés dans un centre de première intervention non intégré au corps départemental est réalisée conformément aux dispositions du présent arrêté sous l'autorité de chaque chef de corps, après avis du directeur départemental et des instances consultatives compétentes.

TITRE V

FORMATIONS DE SPÉCIALITÉS

Art. 58. – Les formations de spécialité visent l'acquisition de compétences opérationnelles et techniques dans les domaines suivants :

- conduite ;
- cynotechnie ;
- encadrement des activités physiques ;
- feux de forêts ;
- formation ;
- interventions en milieu périlleux ;
- prévention ;
- prévision ;
- risques chimiques et biologiques ;
- risques radiologiques ;
- sauvetage aquatique ;
- sauvetage déblaiement ;
- secours en montagne ;
- secours subaquatique ;
- systèmes d'information et de communication.

Art. 59. – Les caractéristiques, les conditions d'accès et d'exercice et les prérequis exigés ainsi que les contenus, les modalités de déroulement et de validation de ces formations sont définis dans le cadre de référentiels spécifiques arrêtés par le ministre chargé de la sécurité civile.

TITRE VI

RECONNAISSANCE DES ATTESTATIONS, TITRES ET DIPLÔMES ET VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

Art. 60. – Les formations définies aux précédents articles peuvent être acquises en tout ou partie par la voie de la reconnaissance des attestations, titres et diplômes ou de la validation des acquis de l'expérience dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de la sécurité civile.

Art. 61. – La reconnaissance des attestations, titres et diplômes (RATD) est une procédure de reconnaissance d'équivalences permettant à un sapeur-pompier d'être dispensé totalement ou partiellement des titres ou formations exigés pour exercer une ou des activités.

La validation des acquis de l'expérience (VAE) est un dispositif qui permet à toute personne de demander que soient reconnus et validés les acquis de son expérience en vue d'être dispensée totalement ou partiellement des formations permettant d'exercer la ou les activités correspondantes.

Art. 62. – Les candidats ont la responsabilité de la constitution de leur dossier, qui doit comprendre l'ensemble des pièces nécessaires à l'étude de leur demande par la commission compétente (photocopies des titres, des diplômes, des attestations, état de services...).

Les candidats ne peuvent déposer qu'une demande annuelle pour un même titre. Il ne peut y avoir plus de trois demandes au cours d'une même année civile pour des titres différents.

Pour prétendre à une validation des acquis de l'expérience, les candidats doivent justifier de trois ans d'exercice de l'activité au titre de laquelle la demande est réalisée. Les périodes de stage ou de formation en milieu professionnel effectuées pour la préparation d'un diplôme ou d'un titre professionnel ne sont pas pris en compte dans la durée d'expérience requise.

Les demandes des candidats, qui devront comprendre obligatoirement une attestation sur l'honneur déclarant sincères et véritables les informations transmises, sont adressées directement par ces derniers au président de la commission compétente.

Art. 63. – La reconnaissance des attestations, titres et diplômes et la validation des acquis de l'expérience produisant les mêmes effets que les autres modes de contrôle des connaissances et des aptitudes, les candidats doivent déposer avant leur nomination leur demande auprès de la commission compétente.

La commission émet un avis sur les modules de formation pouvant être acquis par VAE ou RATD.

L'avis de la commission est notifié de manière individuelle au demandeur.

A la date de nomination, l'autorité de gestion transmet l'arrêté de nomination au président de la commission compétente qui saisit le directeur du centre de formation pour la délivrance des modules de formation ou du titre correspondant.

Art. 64. – Les commissions de validation des acquis de l'expérience et de reconnaissance des attestations, titres et diplômes de tronc commun, dont la composition est mentionnée aux articles suivants, examinent les demandes présentées et vérifient si les titres détenus et/ou les acquis ou l'expérience professionnelle du candidat correspondent aux aptitudes, compétences et connaissances exigées pour exercer les activités correspondant au diplôme sollicité.

Ces commissions peuvent demander une évaluation du candidat portant sur tout ou partie des acquis relatifs à la reconnaissance des attestations, titres et diplômes ou à la validation des acquis de l'expérience demandée. Elle détermine les modalités suivant lesquelles cette évaluation doit être réalisée.

Art. 65. – Une commission nationale est chargée de la reconnaissance des acquis en vue de dispenser les officiers de sapeurs-pompiers volontaires de tout ou partie des formations permettant l'exercice des activités de tronc commun.

Cette commission est composée comme suit :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le chef du bureau chargé de la formation des sapeurs-pompiers au sein de direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, ou son représentant ;
- le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.

Membres et leurs suppléants ayant même qualité, nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un élu, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
- un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;

- un représentant des officiers de sapeurs-pompiers volontaires.

La commission prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

La commission peut s'adjoindre des experts qui assistent aux délibérations du jury avec voix consultative.

Art. 66. – Une commission départementale est chargée de la reconnaissance des acquis en vue de dispenser les sapeurs-pompiers volontaires de tout ou partie des formations permettant l'exercice des activités de tronc commun.

Cette commission est composée comme suit :

- le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant, président ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant ;
- le responsable départemental de la formation ;
- un représentant de l'administration siégeant au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires ;
- un sapeur-pompier volontaire non officier siégeant au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires ;
- un officier de sapeur-pompier volontaire siégeant au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

La commission prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

La commission peut s'adjoindre des experts qui assistent aux délibérations du jury avec voix consultative.

Art. 67. – Pour les officiers de sapeurs-pompiers volontaires, le président de la commission départementale prévue à l'article 66 saisit au préalable, pour avis, la Commission nationale de reconnaissance des attestations, titres et diplômes et de validation des acquis de l'expérience.

Art. 68. – Les sapeurs-pompiers volontaires peuvent, compte tenu de leurs qualifications antérieures, être dispensés de suivre les formations de spécialité correspondant à des compétences déjà acquises. Pour l'application de cette mesure, ils peuvent demander à bénéficier de la procédure de reconnaissance des attestations, titres et diplômes ou de la procédure de validation des acquis de l'expérience.

Art. 69. – Les modalités de validation des acquis de l'expérience et de reconnaissance des attestations, titres et diplômes des formations de spécialité sont définies dans le cadre de référentiels spécifiques arrêtés par le ministre chargé de la sécurité civile.

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 70. – Les sapeurs-pompiers volontaires qui, à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires du PSE1 ou équivalent sont réputés détenir le module transverse de la formation d'équipier.

Les sapeurs-pompiers volontaires qui, à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires du SAP1 sont réputés détenir le module transverse et le module SAP de la formation d'équipier leur permettant d'exercer les activités de l'équipier secours à personnes.

Les sapeurs-pompiers volontaires qui, à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires du SAP1 et ayant suivi une formation à l'utilisation des matériels et aux techniques opérationnelles de secours routier sont réputés détenir le module transverse, le module SAP et le module SR de la formation d'équipier leur permettant d'exercer les activités de l'équipier secours routier.

Les sapeurs-pompiers volontaires qui, à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires du TOP1 et de l'INC1 sont réputés détenir le module INC de la formation d'équipier.

Les sapeurs-pompiers volontaires qui, à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires du DIV1 sont réputés détenir le module DIV de la formation d'équipier.

Les sapeurs-pompiers volontaires qui, à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires de la formation complète d'équipier SPV prévue à l'arrêté du 19 décembre 2006 portant guide national de référence des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires sont réputés détenir la formation leur permettant d'exercer l'ensemble des activités de l'équipier.

Les sapeurs-pompiers volontaires qui, à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires de la formation de chef d'équipe SPV prévue à l'arrêté du 19 décembre 2006 portant guide national de référence des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires sont réputés détenir la formation leur permettant d'exercer les activités de chef d'équipe.

Les sapeurs-pompiers volontaires qui, à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires l'unité de valeur SAP2 prévue à l'arrêté du 19 décembre 2006 portant guide national de référence des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires sont réputés détenir la formation leur permettant d'exercer les activités de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe appliquée au secours à personnes.

Les sapeurs-pompiers volontaires qui, à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires de l'unité de valeur DIV2 prévue à l'arrêté du 19 décembre 2006 portant guide national de référence des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires sont réputés détenir la formation leur permettant d'exercer les activités de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe appliquée aux opérations diverses.

Les sapeurs-pompiers volontaires qui, à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires de la formation de chef d'agrès de SPV prévue à l'arrêté du 19 décembre 2006 portant guide national de référence des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires sont réputés détenir les formations leur permettant d'exercer les activités de chef d'agrès d'une équipe et de chef d'agrès tout engin.

Art. 71. – A titre dérogatoire, les candidats exerçant une activité pour lequel ils ne détiennent pas la formation correspondante pourront dans les douze mois suivant la parution du présent arrêté déposer une demande de validation des acquis de l'expérience ou de reconnaissance des attestations, titres et diplômes au titre des formations d'avancement de grade.

Art. 72. – Les dispositions relatives aux sapeurs-pompiers volontaires contenues dans l'arrêté du 4 janvier 2006 modifié relatif au schéma national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires sont abrogées.

L'arrêté du 5 janvier 2006 modifié relatif aux formations de tronc commun des sapeurs-pompiers volontaires est abrogé.

Les dispositions relatives aux sapeurs-pompiers volontaires contenues dans l'arrêté du 19 décembre 2006 modifié fixant guide national de référence des emplois, des activités et des formations de tronc commun des sapeurs professionnels et volontaires sont abrogées.

Les dispositions relatives aux sapeurs-pompiers volontaires contenues dans l'arrêté du 19 décembre 2006 modifié relatif à l'organisation des formations des officiers de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires à l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers sont abrogées.

Art. 73. – Le présent arrêté entrera en vigueur le lendemain du jour de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Art. 74. – Le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 août 2013.

Pour le ministre et par délégation :
*Le préfet, directeur général
de la sécurité civile
et de la gestion des crises,*
M. PAPAUD

**Annexe 2 : arrêté du 30 septembre 2013 relatif aux
formations des sapeurs-pompiers professionnels**

JORF n°0232 du 5 octobre 2013 page
texte n° 8

ARRETE

Arrêté du 30 septembre 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels

NOR: INTE1315095A

Publics concernés : sapeurs-pompiers professionnels, services départementaux d'incendie et de secours et établissements chargés de la formation des sapeurs-pompiers professionnels.

Objet : ce texte détermine l'ensemble du dispositif de formation applicable aux sapeurs-pompiers professionnels, hors membres du service de santé et de secours médical.

Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel de la République française.

Notice : cet arrêté fait suite à la publication au Journal officiel de la République française les 21 avril 2012 et 10 mai 2012 des vingt et un textes relatifs à la refonte de la filière des sapeurs-pompiers professionnels.

Le présent texte fixe le dispositif de formation des sapeurs-pompiers professionnels ainsi que les référentiels d'emplois, d'activités et de compétences afférents.

Le référentiel d'emplois, d'activités et de compétences de tronc commun, auquel sont annexés un référentiel de formation et un référentiel d'évaluation, remplace le guide national de référence des emplois, des activités et des formations de tronc commun des sapeurs-pompiers professionnels prévu par l'arrêté du 19 décembre 2006.

La formation n'est plus une condition à l'avancement de grade. Toutefois, le sapeur-pompier professionnel ne peut tenir un emploi qu'après validation de la formation correspondante.

Références : cet arrêté peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le ministre de l'intérieur et la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique,

Vu le [code général des collectivités territoriales](#) ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la [loi n° 83-634 du 13 juillet 1983](#) modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la [loi n° 84-53 du 26 janvier 1984](#) modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la [loi n° 84-594 du 12 juillet 1984](#) relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la [loi n° 84-53 du 26 janvier 1984](#) portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la [loi n° 2004-811 du 13 août 2004](#) de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le [décret n° 85-1076 du 9 octobre 1985](#) relatif à l'exercice du droit à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le [décret n° 90-850 du 25 septembre 1990](#) modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le [décret n° 2001-682 du 30 juillet 2001](#) portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le [décret n° 2004-502 du 7 juin 2004](#) relatif à l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ;

Vu le [décret n° 2012-520 du 20 avril 2012](#) portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le [décret n° 2012-521 du 20 avril 2012](#) portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le [décret n° 2012-522 du 20 avril 2012](#) portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'avis émis par la Conférence nationale des services d'incendie et de secours dans sa séance du 17 avril 2013 ;

Arrêtent :

• TITRE Ier : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

Les emplois des sapeurs-pompiers professionnels comprennent :

- les emplois de tronc commun ;
- les emplois du service de santé et de secours médical ;
- les emplois spécialisés.

Article 2

Les caractéristiques et les conditions d'exercice des différents emplois tenus par les sapeurs-pompiers

professionnels sont définies dans le cadre de référentiels arrêtés par le ministre chargé de la sécurité civile. Ces référentiels se déclinent de la manière suivante :

- le référentiel des emplois, des activités et des compétences de tronc commun des sapeurs-pompiers professionnels non officiers, annexé au présent arrêté ;
- le référentiel des emplois, des activités et des compétences de tronc commun des sapeurs-pompiers professionnels officiers ;
- le référentiel des emplois, des activités et des compétences du service de santé et de secours médical ;
- les référentiels des emplois, des activités et des compétences de spécialités.

Article 3

Le présent arrêté fixe les dispositions relatives à la formation des sapeurs-pompiers professionnels, hors membres du service de santé et de secours médical.

Article 4

Les formations sont accessibles aux sapeurs-pompiers professionnels et aux militaires des unités investies à titre permanent de missions de sécurité civile en fonction de prérequis exigés pour les suivre efficacement et définis pour chacune d'entre elles par les référentiels des emplois, des activités et des compétences.

Article 5

Les sapeurs-pompiers professionnels peuvent tenir un emploi après avoir suivi et validé la formation correspondante.

Ils peuvent, compte tenu de leurs qualifications antérieures, être dispensés de suivre les formations correspondant à des compétences déjà acquises. Pour l'application de cette mesure, les sapeurs-pompiers professionnels peuvent demander à bénéficier de la procédure de reconnaissance des attestations, titres et diplômes ou de la procédure de validation des acquis de l'expérience. Ces demandes sont examinées par la commission de validation des acquis de l'expérience compétente.

Article 6

Les formations des sapeurs-pompiers professionnels permettent l'acquisition et l'entretien des compétences opérationnelles, administratives et techniques nécessaires à l'accomplissement de leurs missions et à la tenue des emplois.

Elles comprennent :

- les formations d'intégration ;
- les formations de professionnalisation (formations d'adaptation à l'emploi, formations aux spécialités, formations de maintien et de perfectionnement des acquis) ;
- les formations d'adaptation aux risques locaux.

Ces formations sont organisées en modules et/ou unités d'enseignements appelés unités de valeur.

Article 7

Les sapeurs-pompiers professionnels reçoivent une formation d'intégration leur permettant de tenir certains emplois, au sein des services d'incendie et de secours, conformément aux statuts qui les régissent.

Article 8

La formation d'adaptation à l'emploi a pour objet de permettre au sapeur-pompier professionnel d'acquérir les capacités nécessaires à la tenue d'un nouvel emploi.

Article 9

Les formations concernant les spécialités ont pour objet l'acquisition de capacités opérationnelles ou techniques dans des domaines particuliers.

Article 10

Le maintien dans l'emploi peut être conditionné par des formations de maintien et de perfectionnement des acquis. La formation de maintien et de perfectionnement des acquis a pour objet la préservation et l'amélioration des compétences.

Les modalités et la périodicité des formations de maintien et de perfectionnement des acquis de tronc commun sont fixées par le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, sur proposition du directeur départemental, dans le plan départemental de formation pluriannuel.

Les modalités et la périodicité des formations de maintien et de perfectionnement des acquis de spécialités sont fixées par les référentiels qui les régissent.

Article 11

Des formations complémentaires d'adaptation aux risques locaux peuvent être organisées, sous l'autorité du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours sur proposition du directeur départemental, qui en fixe le contenu et la durée, afin de prendre en compte les risques locaux recensés dans le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques, après avis des instances paritaires. Ces formations ne peuvent en aucun cas se substituer aux formations de spécialité prévues à l'article 9.

Article 12

Les scénarios pédagogiques de formation sont élaborés sous l'autorité du directeur de l'établissement ou de l'organisme de formation. Les formations peuvent comprendre des séquences pédagogiques dont l'enseignement est assuré à distance pour les enseignements ne faisant pas l'objet d'une évaluation certificative pratique.

Article 13

Des évaluations, organisées sous la responsabilité du directeur de l'établissement ou de l'organisme chargé de la

formation, valident les connaissances, les aptitudes et le comportement des stagiaires et conduisent à la délivrance d'un diplôme ou d'une attestation dans les conditions définies dans chaque référentiel des emplois, des activités et des compétences des sapeurs-pompiers professionnels.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminés par un règlement d'évaluation, fixé par le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, sur proposition du directeur départemental, après avis des instances consultatives compétentes, et annexé au règlement de formation départemental de l'organisme ou de l'établissement.

Article 14

Sous réserve de dispositions particulières prévues par chaque référentiel, en cas d'échec lors des évaluations, constaté par le jury compétent, le sapeur-pompier professionnel stagiaire est autorisé, avant la fin de la période de stage prévue par chaque statut particulier, et dans le cadre d'une nouvelle évaluation, à se présenter une fois aux épreuves non réussies.

En cas de nouvel échec constaté par le jury compétent, le module ou l'unité de valeur de formation n'est pas validé. L'agent doit alors suivre l'intégralité de la formation du module ou de l'unité de valeur nécessaire à son acquisition. Les unités de valeur de formation d'un module déjà acquises sont conservées.

Article 15

Sous réserve de dispositions particulières prévues par chaque statut, l'agent qui se trouve dans l'impossibilité de suivre tout ou partie d'une formation à laquelle il était inscrit ou de participer à l'intégralité des évaluations des connaissances et des aptitudes prévues pour sa validation est autorisé par le directeur de l'établissement ou de l'organisme chargé de la formation, sur proposition motivée de l'autorité d'emploi, à suivre de nouveau tout ou partie de la formation ou à se présenter à ces évaluations.

Article 16

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours doit organiser le suivi individuel de la formation de chaque sapeur-pompier relevant de son autorité. Le dispositif mis en place, fiche ou livret de formation, doit permettre de connaître, pour chaque agent, les formations et recyclages suivis, les diplômes ou attestations obtenus.

Article 17

Les établissements et organismes habilités à délivrer les formations des sapeurs-pompiers sont les suivants :

- l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ;
- l'Ecole d'application de sécurité civile ;
- les établissements publics interdépartementaux d'incendie et de secours ;
- les services départementaux d'incendie et de secours ;
- le Centre national de la fonction publique territoriale ;
- les organismes de formation ayant passé convention avec l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, un établissement public interdépartemental d'incendie et de secours, un service départemental d'incendie et de secours ou le Centre national de la fonction publique territoriale ;
- les unités militaires investies à titre permanent de missions de sécurité civile ;
- les organismes de formation de sécurité civile.

Article 18

Une circulaire du ministre chargé de la sécurité civile précise les formations pour lesquelles l'organisme formateur doit obtenir un agrément du ministre chargé de la sécurité civile.

L'agrément initial est délivré, pour chaque type de formation, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises pour une durée de trois ans renouvelable, après avis favorable du préfet de la zone de défense concerné.

Un agrément peut être retiré par l'autorité qui l'a délivré lorsqu'une des conditions ayant motivé sa délivrance cesse d'être remplie.

Article 19

Les services départementaux d'incendie et de secours peuvent confier tout ou partie d'une formation destinée aux sapeurs-pompiers de leur département à l'un des établissements ou organismes mentionnés à l'article 17. Dans ce cas, une convention doit être établie entre les deux parties afin de déterminer, notamment, les conditions pédagogiques de chaque formation ainsi que ses modalités administratives et financières.

Article 20

Avant le 1er juin de chaque année, les services départementaux d'incendie et de secours transmettent à l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, au titre de l'année suivante, un état de leurs besoins en formations d'intégration et de professionnalisation relevant de sa compétence.

Article 21

Les actions de formation des sapeurs-pompiers professionnels s'inscrivent dans le cadre d'un plan départemental de formation pluriannuel conformément à l'article 7 de la loi du 12 juillet 1984 susvisée définissant l'ensemble des actions de formation pour le personnel, décidé par l'autorité territoriale, après avis des instances consultatives compétentes.

Le plan départemental de formation pluriannuel doit être complété par un règlement de formation départemental mis à disposition des stagiaires.

Article 22

Les préfets de zone de défense veillent à la cohérence des formations organisées par les services départementaux d'incendie et de secours de leur zone, après recensement des besoins spécifiques de leur zone, en liaison avec la

• TITRE II : FORMATIONS D'INTÉGRATION

▶ Chapitre Ier : Sapeurs-pompiers professionnels non officiers

▶ Section 1 : Sapeurs

Article 23

Les sapeurs de 2e et de 1re classe suivent dès leur nomination une formation d'intégration leur permettant de tenir l'emploi d'équipier.

Article 24

La durée de la formation d'intégration de sapeur de 2e et de 1re classe est de 453 heures.

Article 25

La formation d'intégration de sapeur de deuxième et de 1re classe est constituée de la façon suivante :

1. Un module de secours à personnes comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de prompt secours ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de secours à personnes en équipe ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de secours routier.
2. Un module incendie comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de protection individuelle et collective ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de sauvetages et de mises en sécurité ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière d'opération incendie ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de moyens élévateurs aériens.
3. Un module opérations diverses comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière d'utilisation de moyens radio ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de protection des personnes, des biens et de l'environnement ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière d'interventions animalières.
4. Un module de culture professionnelle comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de cadre réglementaire professionnel ;
 - des enseignements destinés au maintien de son potentiel physique ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de gestion du stress.

Article 26

La formation d'intégration de sapeur peut comprendre des phases d'enseignements théoriques et pratiques. Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue de l'emploi d'équipier de sapeur-pompier professionnel sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des sapeurs-pompiers professionnels non officiers.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminés par un règlement d'évaluation annexé au règlement de formation départemental.

L'enseignement et la validation des modules comportant des enseignements en matière de secourisme doivent être réalisés par un moniteur national de premier secours. L'enseignement et la validation des unités de valeur comportant des enseignements en matière d'activités physiques doivent être réalisés par des opérateurs des activités physiques sous la responsabilité d'un éducateur.

Article 27

Les sapeurs-pompiers déjà titulaires d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par l'autorité d'emploi du stagiaire.

Article 28

La validation de la formation permet aux sapeurs de 2e et de 1re classe de tenir les emplois définis dans le [décret du 25 septembre 1990 susvisé](#).

Article 29

Le jury validant la formation d'intégration d'équipier comprend :

- le responsable du centre de formation ou son représentant, président ;
- le responsable pédagogique du stage ;
- un officier de sapeur-pompier professionnel ;
- un sous-officier de sapeur-pompier professionnel, membre de la commission administrative paritaire.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante. Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le responsable du centre de formation, mention « diplôme de sapeur de 2^e ou de 1^{re} classe de sapeur-pompier professionnel ».

► Section 2 : Sergent

Article 30

Les sergents nommés à l'issue du concours prévu à l'[alinéa 2](#) du 2^o de l'article 4 du décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 susvisé suivent dès leur nomination une formation d'intégration à l'emploi de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe.

Article 31

Pour être inscrits en formation, les sergents doivent être titulaires des diplômes de sapeur et de caporal de sapeur-pompier professionnel.

Article 32

La durée de la formation d'intégration de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe est de 80 heures.

Article 33

La formation d'intégration de chef d'agrès comportant une équipe est constituée de la façon suivante :

1. Un module environnement professionnel comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière réglementaire ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de relation avec les partenaires extérieurs.
2. Un module de management opérationnel comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de commandement opérationnel et d'outils du commandement ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de sécurité ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de débriefing opérationnel ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de direction d'un agrès de secours à personnes ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances relatives à l'ensemble de ses missions opérationnelles.

Article 34

La formation de sergent peut comprendre des phases d'enseignements théoriques et pratiques.

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue de l'emploi de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe de sapeurs-pompiers professionnels sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des sapeurs-pompiers professionnels non officiers.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminés par un règlement d'évaluation annexé au règlement de formation départemental.

Article 35

Les sapeurs-pompiers déjà titulaires d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par l'autorité d'emploi du stagiaire.

Article 36

La validation de la formation permet aux sergents de tenir les emplois définis dans le [décret du 25 septembre 1990](#) susvisé.

Article 37

Le jury validant la formation de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe comprend :

- le responsable du centre de formation ou son représentant, président ;
- le responsable pédagogique du stage ;
- un officier de sapeur-pompier professionnel ;
- un sous-officier de sapeur-pompier professionnel, du grade d'adjudant, titulaire de la formation de chef d'agrès tout engin, membre de la commission administrative paritaire.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le responsable du centre de formation, mention « diplôme de sergent de sapeur-pompier professionnel ».

► Chapitre II : Sapeurs-pompiers professionnels officiers

► Section 1 : Lieutenant de 2e classe

Article 38

Les lieutenants de 2e classe nommés à l'issue du concours interne prévu aux 3° et 4° de l'article 5 du [décret n° 2012-522 du 20 avril 2012](#) portant statut particulier du cadre d'emplois lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels suivent dès leur nomination une formation d'intégration de lieutenants de 2e classe.

Article 39

Pour être inscrits en formation, les lieutenants de 2e classe doivent être titulaires du diplôme de sergent.

Article 40

La durée de la formation d'intégration des lieutenants de 2e classe de sapeurs-pompiers professionnels est de 80 jours.

Article 41

La formation d'intégration à l'emploi de lieutenant de 2e classe est constituée de la façon suivante :

1. Un module opérationnel comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de techniques opérationnelles ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de groupe.
2. Un module de management comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions d'officier de garde ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de centre (ces enseignements pourront être réalisés de manière optionnelle en fonction de l'emploi effectivement tenu par les intéressés).
3. Un module de culture de l'officier comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances et d'un savoir-être adaptés à l'exercice des fonctions d'officier, dans les domaines du management, de la gestion administrative, financière et des ressources humaines, de la culture administrative et historique des sapeurs-pompiers ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances dans le domaine de l'hygiène et la sécurité individuelle et collective des sapeurs-pompiers et la santé au travail.

Article 42

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue des emplois du lieutenant de 2e classe de sapeur-pompier professionnel sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des officiers de sapeurs-pompiers professionnels.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminés par un règlement d'évaluation, sous l'autorité du directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers sapeurs-pompiers, annexé au règlement de scolarité.

Article 43

La formation d'intégration de lieutenant de 2e classe peut comprendre des phases d'enseignements théoriques, pratiques, des stages d'observation et d'application. Sauf dispositions contraires du présent arrêté, les enseignements se déroulent sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).

Ils peuvent également être réalisés pour partie dans les écoles chargées de mission par l'ENSOSP et/ou dans les services publics opérationnels.

Article 44

Les sapeurs-pompiers déjà titulaires d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, sur demande de l'autorité d'emploi du stagiaire.

Article 45

La validation de la formation de lieutenant de 2e classe permet de tenir les emplois définis dans le [décret du 25 septembre 1990 susvisé](#).

Article 46

Le jury validant la formation d'intégration des lieutenants de 2e classe comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.

Membres et suppléants ayant même qualité, nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de

secours ;

- un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale ;
- un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
- un représentant des officiers de sapeurs-pompiers professionnels, membre de la Commission administrative paritaire nationale de catégorie B, tiré au sort ;
- un enseignant ayant participé à la formation.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend ses décisions à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut, en tant que de besoin, s'appuyer sur les observations du responsable pédagogique et des formateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention « diplôme de lieutenant de 2e classe de sapeur-pompier professionnel ».

► Section 2 : Lieutenant de 1re classe

Article 47

Les lieutenants de 1re classe nommés à l'issue des concours prévus aux 1° et 2° (b et c) de l'[article 8 du décret n° 2012-522 du 20 avril 2012](#) portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels suivent dès leur nomination une formation d'intégration à l'emploi de lieutenant de 1re classe.

Article 48

L'effectif de lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels pouvant être admis à suivre la formation d'intégration à l'issue du concours externe prévu à l'[article 8 du décret n° 2012-522 du 20 avril 2012](#) portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels est fixé chaque année par le ministre chargé de la sécurité civile.

Article 49

Pour être inscrits en formation, les lieutenants de 1re classe doivent avoir suivi un module de compréhension des emplois d'équipier et de chef d'équipe. Le module de compréhension des emplois d'équipier et de chef d'équipe est organisé par le service départemental d'incendie et de secours d'affectation du lieutenant et sous sa responsabilité. Le volume horaire des enseignements est adapté par le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours sur proposition du directeur départemental, après avis des instances consultatives compétentes, pour tenir compte du non-exercice de ces emplois par le lieutenant.

Article 50

La durée de la formation d'intégration de lieutenant de 1re classe de sapeurs-pompiers professionnels est de 160 jours, hors module de compréhension des emplois d'équipier et de chef d'équipe.

Article 51

La formation d'intégration de lieutenant de 1re classe est constituée de la façon suivante :

1. Un module de compréhension des emplois de chef d'agrès.

Il comprend l'ensemble des modules de formation définis dans le référentiel des emplois, des activités et des compétences de tronc commun des sapeurs-pompiers professionnels non officiers.

2. Un module opérationnel comprenant :

- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de techniques opérationnelles ;
- des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de groupe.

3. Un module de management comprenant :

- des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions d'officier de garde ;
- des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de centre.

4. Un module de culture générale comprenant :

- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances et d'un savoir-être adaptés à l'exercice des fonctions d'officier, dans les domaines du management et de la gestion administrative, financière et des ressources humaines ainsi que dans ceux de la culture administrative et historique des sapeurs-pompiers ;
- des enseignements destinés à l'acquisition du FOR 1 ;
- des enseignements relatifs à l'hygiène et à la sécurité individuelle et collective des sapeurs-pompiers ainsi qu'à la santé au travail ;
- des enseignements destinés au maintien de la condition physique permettant de valider l'aptitude physique de l'officier, l'acquisition de connaissances permettant d'assurer le déroulement d'une séance d'activité physique programmée, la compréhension des activités physiques et la connaissance de leurs acteurs au sein d'une garde.

5. Un module spécialisé comprenant :

- des enseignements destinés à la compréhension des emplois du RCH1, du RAD 1 et du FDF2.

6. Un module d'ingénierie des risques comprenant :

- des enseignements permettant de connaître le système feu, de comprendre les phénomènes physiques

et chimiques générateurs de risques et de proposer des mesures de prévention et de traitement technique du risque ;

- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de prévention appliquée à l'opération ;
- des enseignements destinés à l'acquisition du PRS1 ;
- des enseignements destinés à l'acquisition du PRV1.

Article 52

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue des emplois du lieutenant de 1re classe de sapeur-pompier professionnel sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des officiers de sapeurs-pompiers professionnels.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminés par un règlement d'évaluation, sous l'autorité du directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers sapeurs-pompiers, annexé au règlement de scolarité.

Article 53

La formation d'intégration de lieutenant de 1re classe peut comprendre des phases d'enseignements théoriques, pratiques, des stages d'observation et d'application. Sauf dispositions contraires du présent arrêté, les enseignements se déroulent sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).

Ils peuvent également être réalisés pour partie dans les écoles chargées de mission par l'ENSOSP et/ou dans les services publics opérationnels.

Article 54

Les sapeurs-pompiers déjà titulaires d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, sur demande de l'autorité d'emploi du stagiaire.

Article 55

La validation de la formation de lieutenant de 1re classe permet de tenir les emplois définis dans le [décret du 25 septembre 1990 susvisé](#).

Article 56

Le jury validant la formation d'intégration de lieutenant de 1re classe comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
 - le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.
- Membres et suppléants ayant même qualité, nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :
- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
 - un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale ;
 - un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
 - un représentant des officiers de sapeurs-pompiers professionnels, membre de la Commission administrative paritaire nationale de catégorie B, tiré au sort ;
 - un enseignant ayant participé à la formation.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend ses décisions à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut, en tant que de besoin, s'appuyer sur les observations du responsable pédagogique et des formateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention « diplôme de lieutenant de 1re classe de sapeur-pompier professionnel ».

► Section 3 : Capitaine

Article 57

Les capitaines nommés dans le cadre de l'[article 6, alinéa 1, 2 b, 2 c, du décret n° 2001-682 du 30 juillet 2001](#) modifié susvisé suivent dès leur recrutement une formation d'intégration à l'emploi de capitaine de sapeur-pompier professionnel.

Article 58

L'effectif de capitaines pouvant être admis à suivre la formation d'intégration à l'issue du concours externe prévu à l'[article 6 du décret n° 2001-682 du 30 juillet 2001](#) modifié susvisé est fixé chaque année par le ministre chargé de la sécurité civile.

Article 59

Pour être inscrits en formation, les capitaines doivent avoir suivi un module de compréhension des emplois

d'équipier et de chef d'équipe. Le module de compréhension des emplois d'équipier et de chef d'équipe est organisé par le service départemental d'incendie et de secours d'affectation du capitaine et sous sa responsabilité. Le volume horaire des enseignements est adapté par le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, sur proposition du directeur départemental, après avis des instances consultatives compétentes, pour tenir compte du non-exercice de ces emplois par le capitaine.

Article 60

La durée de la formation d'intégration des capitaines de sapeurs-pompiers professionnels est de 235 jours, hors module de compréhension des emplois d'équipier et de chef d'équipe.

Article 61

La formation d'intégration de capitaine est constituée de la façon suivante :

1. Un module de compréhension des emplois de chef d'agrès.
Il comprend l'ensemble des modules de formation définis dans le référentiel des emplois, des activités et des compétences de tronc commun des sapeurs-pompiers professionnels non officiers.
2. Un module opérationnel comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de techniques opérationnelles ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de groupe ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de colonne.
3. Un module de management comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions d'officier de garde ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de centre.
4. Un module de culture générale comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances et d'un savoir-être adaptés à l'exercice des fonctions d'officier, dans les domaines du management et de la gestion administrative, financière et des ressources humaines, ainsi que dans ceux de la culture administrative et historique des sapeurs-pompiers ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition du FOR 1 ;
 - des enseignements relatifs à l'hygiène et à la sécurité individuelle et collective des sapeurs-pompiers ainsi qu'à la santé au travail ;
 - des enseignements destinés au maintien de la condition physique permettant de valider l'aptitude physique de l'officier, l'acquisition de connaissances permettant d'assurer le déroulement d'une séance d'activité physique programmée, la compréhension des activités physiques et la connaissance de leurs acteurs au sein d'une garde.
5. Un module spécialisé comprenant :
Des enseignements destinés à la compréhension des emplois du RCH1, du RAD 1 et du FDF2.
6. Un module d'ingénierie des risques comprenant :
 - des enseignements permettant de connaître le système feu, de comprendre les phénomènes physiques et chimiques générateurs de risques et de proposer des mesures de prévention et de traitement technique du risque ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de prévention appliquée à l'opération ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition du PRS1 et du PRS2 ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition du PRV1 et du PRV2.
7. Un module de gestion des crises comprenant des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de gestion des risques et des crises.
8. Un module d'enseignements destinés à la compréhension du fonctionnement interservices.

Article 62

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue des emplois du capitaine de sapeur-pompier professionnel sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des officiers de sapeurs-pompiers professionnels.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminés par un règlement d'évaluation, sous l'autorité du directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers sapeurs-pompiers, annexé au règlement de scolarité.

Article 63

La formation d'intégration de capitaine peut comprendre des phases d'enseignements théoriques, pratiques, des stages d'observation et d'application. Sauf dispositions contraires du présent arrêté, les enseignements se déroulent sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).

Ils peuvent également être réalisés pour partie dans les écoles chargées de mission par l'ENSOSP et/ou dans les services publics opérationnels.

Article 64

Les sapeurs-pompiers déjà titulaires d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, sur demande de l'autorité d'emploi du stagiaire.

Article 65

La validation de la formation permet aux capitaines de tenir les emplois définis dans le [décret du 25 septembre 1990 susvisé](#).

Article 66

Le jury validant la formation d'intégration de capitaine comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
 - le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.
- Membres et suppléants ayant même qualité, nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :
- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
 - un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale ;
 - un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
 - un représentant des officiers de sapeurs-pompiers professionnels, membre de la Commission administrative paritaire nationale de catégorie A, tiré au sort ;
 - un enseignant ayant participé à la formation.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend ses décisions à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut, en tant que de besoin, s'appuyer sur les observations du responsable pédagogique et des formateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention « diplôme de capitaine de sapeur-pompier professionnel ».

• TITRE III : FORMATIONS DE PROFESSIONNALISATION

▶ Chapitre Ier : Sapeurs-pompiers professionnels non officiers

▶ Section 1 : Caporal

Article 67

Les caporaux de sapeurs-pompiers professionnels suivent dès leur nomination une formation d'adaptation à l'emploi de chef d'équipe.

Article 68

La durée de la formation d'adaptation à l'emploi de chef d'équipe est de 49 heures.

Article 69

La formation d'adaptation à l'emploi de chef d'équipe est constituée de la façon suivante :

Un module de gestion opérationnelle et commandement comprenant :

- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de commandement opérationnel ;
- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de techniques professionnelles appliquées à l'incendie.

Article 70

La formation d'adaptation à l'emploi de chef d'équipe de sapeur-pompier professionnel peut comprendre des phases d'enseignements théoriques et pratiques.

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue de l'emploi de chef d'équipe de sapeur-pompier professionnel sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des sapeurs-pompiers professionnels non officiers.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminées par un règlement d'évaluation annexé au règlement de formation départemental.

Article 71

Les sapeurs-pompiers déjà titulaires d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par l'autorité d'emploi du stagiaire.

Article 72

La validation de la formation permet aux caporaux de tenir l'emploi défini dans le [décret du 25 septembre 1990 susvisé](#).

Article 73

Le jury validant la formation de chef d'équipe de sapeur-pompier comprend :

- le responsable du centre de formation ou son représentant, président ;
- le responsable pédagogique du stage ;
- un officier de sapeur-pompier professionnel ;
- un sous-officier de sapeur-pompier professionnel, membre de la commission administrative paritaire.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante. Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le responsable du centre de formation, mention « diplôme de caporal de sapeur-pompier professionnel ».

► Section 2 : Sergent

Article 74

Les sergents de sapeurs-pompiers professionnels suivent dès leur nomination une formation d'adaptation à l'emploi de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe.

Article 75

La durée de la formation d'adaptation à l'emploi de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe est de 80 heures.

Article 76

La formation d'adaptation à l'emploi de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe est constituée de la façon suivante :

1. Un module environnement professionnel comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière réglementaire ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de relation avec les partenaires extérieurs.
2. Un module de management opérationnel comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de commandement opérationnel et d'outils du commandement ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de sécurité ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de débriefing opérationnel ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de direction d'un agrès de secours à personnes ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances relatives à l'ensemble de ses missions opérationnelles.

Article 77

La formation d'adaptation à l'emploi de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe peut comprendre des phases d'enseignements théoriques et pratiques.

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue de l'emploi de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe de sapeur-pompier professionnel sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des sapeurs-pompiers professionnels non officiers.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminés par un règlement d'évaluation annexé au règlement de formation départemental.

Article 78

Les sapeurs-pompiers déjà titulaires d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par l'autorité d'emploi du stagiaire.

Article 79

La validation de la formation permet aux sergents de tenir les emplois définis dans le [décret du 25 septembre 1990 susvisé](#).

Article 80

Le jury validant la formation de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe comprend :

- le responsable du centre de formation ou son représentant, président ;
 - le responsable pédagogique du stage ;
 - un officier de sapeur-pompier professionnel ;
 - un sous-officier de sapeur-pompier professionnel, du grade d'adjudant, titulaire de la formation de chef d'agrès tout engin, membre de la commission administrative paritaire.
- Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante. Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le responsable du centre de formation, mention « diplôme de sergent de sapeur-pompier professionnel ».

► Section 3 : Adjudant

Article 81

Les adjudants de sapeurs-pompiers professionnels suivent dès leur nomination une formation d'adaptation à l'emploi de chef d'agrès tout engin. Pour être inscrits en formation, les adjudants doivent être titulaires de la formation de chef d'agrès d'un engin à une équipe.

Article 82

La durée de la formation d'adaptation à l'emploi de chef d'agrès tout engin est de 79 heures.

Article 83

La formation d'adaptation à l'emploi de chef d'agrès tout engin est constituée de la façon suivante :

1. Un module de gestion opérationnelle comprenant :

- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en gestion opérationnelle et commandement ;
- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de communication opérationnelle.

2. Un module de lutte contre les incendies :

- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de connaissance du feu ;
- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière d'hydraulique ;
- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de stratégie d'extinction ;
- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances relatives au déblai et à la surveillance.

Article 84

La formation de chef d'agrès tout engin peut comprendre des phases d'enseignements théoriques et pratiques.

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue de l'emploi de chef d'agrès tout engin de sapeur-pompier professionnel sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des sapeurs-pompiers professionnels non officiers.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminées par un règlement d'évaluation annexé au règlement de formation départemental.

Article 85

Les sapeurs-pompiers déjà titulaires d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par l'autorité d'emploi du stagiaire.

Article 86

La validation de la formation permet aux adjudants de tenir l'emploi défini dans le [décret du 25 septembre 1990 susvisé](#).

Article 87

Le jury validant la formation de chef d'agrès tout engin de sapeur-pompier comprend :

- le responsable du centre de formation ou son représentant, président ;
- le responsable pédagogique du stage ;
- un officier de sapeur-pompier professionnel ;
- un sous-officier de sapeur-pompier professionnel du grade d'adjudant, titulaire de la formation de chef d'agrès tout engin, membre de la commission administrative paritaire.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend sa décision à la majorité. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Il peut, lors de la délibération, s'appuyer sur les évaluations formatives effectuées sur l'ensemble du stage et, en tant que de besoin, sur les observations des équipes pédagogiques et des examinateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le responsable du centre de formation, mention « diplôme d'adjudant de sapeur-pompier professionnel ».

Article 88

Les adjudants de sapeurs-pompiers professionnels ayant suivi la formation d'adaptation à l'emploi de sous-officier de garde peuvent tenir cet emploi.

Article 89

La durée de la formation d'adaptation à l'emploi de sous-officier de garde est de 40 heures.

Article 90

La formation d'adaptation à l'emploi de sous-officier de garde est constituée de la façon suivante :

1. Un module de connaissances générales comprenant :

- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de culture administrative ;
- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de gestion de la garde.

2. Un module de management comprenant :

- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de gestion du personnel ;
- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de discipline et de sanctions.

3. Un module de santé sécurité comprenant des enseignements relatifs à l'hygiène et à la santé sécurité au

travail.

Article 91

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue de l'emploi de sous-officier de garde sont définies dans les annexes 1 et 2 du référentiel professionnel des emplois, des activités et des compétences de tronc commun des sapeurs-pompiers non officiers.

▶ **Chapitre II : Sapeurs-pompiers professionnels officiers**

▶ **Section 1 : Lieutenant de 2e classe**

Article 92

Les lieutenants de 2e classe nommés à l'issue du concours interne prévu aux 1° et 2° de l'article 5 du [décret n° 2012-522 du 20 avril 2012 susvisé](#) et les adjudants nommés après inscription au choix sur la liste d'aptitude prévue à l'article 6 de ce même décret suivent, dès leur nomination, une formation d'adaptation à l'emploi de lieutenant de 2e classe.

Article 93

Pour être inscrits en formation, les lieutenants de 2e classe doivent être titulaires du diplôme d'adjudant de sapeur-pompier professionnel.

Article 94

La durée de la formation d'adaptation des lieutenants de 2e classe de sapeurs-pompiers professionnels est de 80 jours.

Article 95

La formation d'adaptation à l'emploi de lieutenant de 2e classe est constituée de la façon suivante :

1. Un module opérationnel comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de techniques opérationnelles ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de groupe.
2. Un module de management comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions d'officier de garde ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de centre (ces enseignements pourront être réalisés de manière optionnelle en fonction de l'emploi effectivement tenu par les intéressés).
3. Un module de culture de l'officier comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances et d'un savoir-être adaptés à l'exercice des fonctions d'officier, dans les domaines du management, de la gestion administrative, financière et des ressources humaines, de la culture administrative et historique des sapeurs-pompiers ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances dans le domaine de l'hygiène et la sécurité individuelle et collective des sapeurs-pompiers et la santé au travail.

Article 96

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue des emplois du lieutenant de 2e classe de sapeur-pompier professionnel sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des officiers de sapeurs-pompiers professionnels.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminées par un règlement d'évaluation, sous l'autorité du directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers sapeurs-pompiers, annexé au règlement de scolarité.

Article 97

La formation d'adaptation à l'emploi de lieutenant de 2e classe peut comprendre des phases d'enseignements théoriques, pratiques, des stages d'observation et d'application. Sauf dispositions contraires du présent arrêté, les enseignements se déroulent sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).

Ils peuvent également être réalisés pour partie dans les écoles chargées de mission par l'ENSOSP et/ou dans les services publics opérationnels.

Article 98

Les sapeurs-pompiers déjà titulaires d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, sur demande de l'autorité d'emploi du stagiaire.

Article 99

La validation de la formation de lieutenant de 2e classe permet de tenir les emplois définis dans le [décret](#)

Article 100

Le jury validant la formation d'adaptation à l'emploi de lieutenant de 2e classe comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
 - le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.
- Membres et suppléants ayant même qualité, nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :
- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
 - un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale ;
 - un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
 - un représentant des officiers de sapeurs-pompiers professionnels, membre de la Commission administrative paritaire nationale de catégorie B, tiré au sort ;
 - un enseignant ayant participé à la formation.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend ses décisions à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut, en tant que de besoin, s'appuyer sur les observations du responsable pédagogique et des formateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention « diplôme de lieutenant de 2e classe de sapeur-pompier professionnel ».

► Section 2 : Lieutenant de 1re classe

Article 101

Les lieutenants de 1re classe nommés à l'issue du concours interne prévu au 2° (a) de l'article 8 ou après réussite à l'examen professionnel prévu à l'article 14 du décret n° 2012-522 du 20 avril 2012 susvisé et ceux nommés après inscription au choix sur la liste d'aptitude prévue à l'article 14 du même décret suivent dès leur nomination une formation d'adaptation à l'emploi de lieutenant de 1re classe.

Article 102

La durée de la formation d'adaptation à l'emploi de lieutenant de 1re classe de sapeurs-pompiers professionnels est de 45 jours.

Article 103

Pour être inscrits en formation d'adaptation à l'emploi, les lieutenants de 1re classe doivent avoir suivi la formation de lieutenant de 2e classe. Le cas échéant, ils devront être titulaires des formations de chef de groupe et d'officier de garde.

Article 104

La formation d'adaptation à l'emploi de lieutenant de 1re classe est constituée de la façon suivante :

1. Un module d'ingénierie des risques comprenant :
 - des enseignements permettant de comprendre les phénomènes physiques et chimiques générateurs de risques, de proposer des mesures de prévention et de traitement technique du risque ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition du PRS1 ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition du PRV1.
2. Un module de management comprenant des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de centre.

Article 105

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue des emplois du lieutenant de 1re classe de sapeur-pompier professionnel sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des officiers de sapeurs-pompiers professionnels.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminées par un règlement d'évaluation, sous l'autorité du directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, annexé au règlement de scolarité.

Article 106

La formation d'adaptation à l'emploi de lieutenant de 1re classe peut comprendre des phases d'enseignements théoriques, pratiques, des stages d'observation et d'application. Sauf dispositions contraires du présent arrêté, les enseignements se déroulent sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).

Ils peuvent également être réalisés pour partie dans les écoles chargées de mission par l'ENSOSP et/ou dans les services publics opérationnels.

Article 107

Les sapeurs-pompiers déjà titulaires d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, sur demande de l'autorité d'emploi du stagiaire.

Article 108

La validation de la formation permet aux lieutenants de 1re classe de tenir les emplois définis dans le [décret du 25 septembre 1990 susvisé](#).

Article 109

Le jury validant la formation d'adaptation à l'emploi de lieutenant de 1re classe comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
 - le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.
- Membres et suppléants ayant même qualité, nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :
- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
 - un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale ;
 - un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
 - un représentant des officiers de sapeurs-pompiers professionnels, membre de la Commission administrative paritaire nationale de catégorie B, tiré au sort ;
 - un enseignant ayant participé à la formation.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend ses décisions à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut, en tant que de besoin, s'appuyer sur les observations du responsable pédagogique et des formateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention « diplôme de lieutenant de 1re classe de sapeur-pompier professionnel ».

► **Section 3 : Lieutenant hors classe**

Article 110

Les lieutenants hors classe nommés après réussite à l'examen professionnel et ceux nommés après inscription au choix sur la liste d'aptitude prévue à l'[article 15 du décret n° 2012-522 du 20 avril 2012 susvisé](#) suivent, dès leur nomination, une formation d'adaptation à l'emploi de lieutenant hors classe.

Article 111

Pour être inscrits en formation d'adaptation à l'emploi, les lieutenants hors classe doivent avoir suivi la formation de lieutenant de deuxième ou de 1re classe. Ils devront :

- être titulaires de la formation de chef de centre, du PRS1 et du PRV1 ;
- suivre une formation complémentaire de culture générale d'une durée de 25 jours comprenant :
- des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances et d'un savoir-être adaptés à l'exercice des fonctions d'officier, dans les domaines du management et de la gestion administrative, financière et des ressources humaines ainsi que dans ceux de la culture administrative et historique des sapeurs-pompiers ;
- des enseignements relatifs à l'hygiène et à la sécurité individuelle et collective des sapeurs-pompiers, ainsi qu'à la santé au travail.

Article 112

La durée de la formation de lieutenant hors classe de sapeurs-pompiers professionnels est de 20 jours.

Article 113

La formation d'adaptation à l'emploi de lieutenant hors classe est constituée de la façon suivante :

1. Un module de management.
2. Un module de culture professionnelle.

Article 114

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue des emplois du lieutenant hors classe de sapeur-pompier professionnel sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des officiers de sapeurs-pompiers professionnels.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminés par un règlement d'évaluation, sous l'autorité du directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers sapeurs-pompiers, annexé au règlement de scolarité.

Article 115

La formation de lieutenant hors classe peut comprendre des phases d'enseignements théoriques, pratiques, des stages d'observation et d'application. Sauf dispositions contraires du présent arrêté, les enseignements se déroulent sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).

Ils peuvent également être réalisés pour partie dans les écoles chargées de mission par l'ENSOSP et/ou dans les services publics opérationnels.

Article 116

Les sapeurs-pompiers déjà titulaires d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, sur demande de l'autorité d'emploi du stagiaire.

Article 117

La validation de la formation de lieutenant hors classe permet de tenir les emplois définis dans le [décret du 25 septembre 1990 susvisé](#).

Article 118

Le jury validant la formation d'adaptation à l'emploi de lieutenant hors classe comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
 - le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.
- Membres et suppléants ayant même qualité, nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :
- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
 - un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale ;
 - un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
 - un représentant des officiers de sapeurs-pompiers professionnels, membre de la Commission administrative paritaire nationale de catégorie B, tiré au sort ;
 - un enseignant ayant participé à la formation,

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend ses décisions à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut, en tant que de besoin, s'appuyer sur les observations du responsable pédagogique et des formateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention « diplôme de lieutenant hors classe de sapeur-pompier professionnel ».

► Section 4 : Capitaine

Article 119

Les capitaines nommés dans le cadre des articles 6, alinéa 2 (a) et 6-1 du [décret n° 2001-682 du 30 juillet 2001](#) modifié susvisé suivent, dès leur nomination, une formation d'adaptation à l'emploi de capitaine de sapeur-pompier professionnel.

Article 120

La durée de la formation d'adaptation à l'emploi des capitaines de sapeurs-pompiers professionnels est de 130 jours.

Article 121

La formation d'adaptation à l'emploi de capitaine est constituée de la façon suivante :

1. Un module opérationnel comprenant :
 - des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de colonne ;
2. Un module de management ;
3. Un module de culture professionnelle ;
4. Un module d'ingénierie des risques comprenant :
 - des enseignements permettant de connaître le système feu, de comprendre les phénomènes physiques et chimiques générateurs de risques et de proposer des mesures de prévention et de traitement technique du risque ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition du PRS1 et du PRS2 ;
 - des enseignements destinés à l'acquisition du PRV1 et du PRV2.
5. Un module de gestion des crises comprenant des enseignements destinés à l'acquisition de connaissances en matière de gestion des risques et des crises ;
6. Un module d'enseignements destinés à la compréhension du fonctionnement interservices.

Article 122

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue des emplois du capitaine de sapeur-pompier professionnel sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des officiers de sapeurs-pompiers professionnels.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminées par un règlement d'évaluation, sous l'autorité du directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers sapeurs-

pompiers, annexé au règlement de scolarité.

Article 123

Les formations d'adaptation à l'emploi de capitaine peuvent comprendre des phases d'enseignements théoriques, pratiques, des stages d'observation et d'application. Sauf dispositions contraires du présent arrêté, les enseignements se déroulent sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).

Ils peuvent également être réalisées pour partie dans les écoles chargées de mission par l'ENSOSP et/ou dans les services publics opérationnels.

Article 124

Les sapeurs-pompiers déjà titulaires de modules ou d'unités de valeur de cette formation sont dispensés de tout ou partie de celle-ci par le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, sur demande de l'autorité d'emploi du stagiaire.

Article 125

La validation de la formation permet aux capitaines de tenir les emplois définis dans le [décret du 25 septembre 1990 susvisé](#).

Article 126

Le jury validant la formation d'adaptation à l'emploi de capitaine comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.

Membres et suppléants ayant même qualité, nommés par directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
- un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale ;
- un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
- un représentant des officiers de sapeurs-pompiers professionnels, membre de la Commission administrative paritaire nationale de catégorie A, tiré au sort ;
- un enseignant ayant participé à la formation.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend ses décisions à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut, en tant que de besoin, s'appuyer sur les observations du responsable pédagogique et des formateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention « diplôme de capitaine de sapeur-pompier professionnel ».

► Section 5 : Commandant, lieutenant-colonel et colonel

Article 127

Les capitaines nommés commandants dans le cadre de l'[article 10 du décret n° 2001-682 du 30 juillet 2001](#) modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels de sapeurs-pompiers professionnels suivent dès leur nomination une formation d'adaptation à l'emploi de commandant de sapeur-pompier professionnel.

Article 128

La durée de la formation d'adaptation à l'emploi des commandants de sapeurs-pompiers professionnels est de vingt jours.

Article 129

La formation d'adaptation à l'emploi de commandant est constituée de la façon suivante :

1. Un module opérationnel comprenant :

- des enseignements destinés à l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions de chef de site.

Article 130

Les modalités de déroulement et de validation du module permettant la tenue de l'emploi de chef de site sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des officiers de sapeurs-pompiers professionnels.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminées par un règlement d'évaluation, sous l'autorité du directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers sapeurs-pompiers, annexé au règlement de scolarité.

Article 131

La formation d'adaptation à l'emploi de commandant peut comprendre des phases d'enseignements

théoriques, pratiques, des stages d'observation et d'application. Sauf dispositions contraires du présent arrêté, les enseignements se déroulent sur le site de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP).

Article 132

Le jury validant la formation d'adaptation à l'emploi de commandant comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
 - le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.
- Membres et suppléants ayant même qualité, nommés par directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :
- un élu territorial, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
 - un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale ;
 - un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
 - un représentant des officiers de sapeurs-pompiers professionnels, membre de la Commission administrative paritaire nationale de catégorie A, tiré au sort ;
 - un enseignant ayant participé à la formation.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend ses décisions à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut, en tant que de besoin, s'appuyer sur les observations du responsable pédagogique et des formateurs.

Les stagiaires ayant validé leur formation se voient délivrer un diplôme par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, mention « diplôme de commandant de sapeur-pompier professionnel ».

Article 133

Les commandants, lieutenants-colonels et colonels qui ont acquis l'ensemble des modules de formation de chef de groupement peuvent tenir cet emploi.

Les commandants, lieutenants-colonels et colonels qui ont acquis l'ensemble des modules de formation de directeur départemental adjoint peuvent tenir cet emploi.

Article 134

Les modalités de déroulement et de validation des modules et des unités de valeur de formation permettant la tenue des emplois de chef de groupement et de directeur départemental adjoint de sapeur-pompier professionnel sont définies par les annexes 1 et 2 du référentiel des emplois, des activités et des compétences des officiers de sapeurs-pompiers professionnels.

Les modalités d'organisation des évaluations, leur forme et leur contenu sont déterminées par un règlement d'évaluation, sous l'autorité du directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers sapeurs-pompiers, annexé au règlement de scolarité.

Article 135

La formation de chef de groupement est ouverte aux sapeurs-pompiers inscrits sur la liste des candidats jugés aptes à suivre cette formation par arrêté du ministre chargé de la sécurité civile.

Les candidats à la formation de chef de groupement adressent, sous couvert de leur directeur départemental, un dossier professionnel au directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises qui établit la liste des candidats autorisés à se présenter à un entretien de sélection.

A l'issue de ces entretiens, une commission de sélection propose au ministre chargé de la sécurité civile la liste des candidats jugés aptes à suivre la formation d'adaptation à l'emploi de chef de groupement.

Cette commission est composée comme suit :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le chef du bureau en charge de la formation des sapeurs-pompiers au sein de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant ;
- le chef de l'inspection de la défense et de la sécurité civiles ou son représentant.

Membres nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale sur proposition du président du centre national de la fonction publique territoriale ;
- un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
- un membre de l'enseignement supérieur ;
- un représentant des officiers de sapeurs-pompiers professionnels, membre de la Commission administrative paritaire nationale compétente à l'égard de la catégorie A, tiré au sort.

Tous les membres de la commission ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

La commission prend ses décisions à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Article 136

La formation de directeur départemental adjoint est ouverte aux sapeurs-pompiers titulaires des formations d'adaptation à l'emploi de chef de groupement et de chef de site, inscrits sur la liste des candidats jugés aptes à suivre cette formation par arrêté du ministre chargé de la sécurité civile.

Les candidats à la formation de directeur départemental adjoint adressent, sous couvert de leur directeur départemental, un dossier professionnel au directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises

qui établit la liste des candidats autorisés à se présenter à un entretien de sélection.

A l'issue de ces entretiens, une commission de sélection propose au ministre chargé de la sécurité civile la liste des candidats jugés aptes à suivre la formation d'adaptation à l'emploi de directeur départemental adjoint.

Cette commission est composée comme suit :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le chef du bureau en charge de la formation des sapeurs-pompiers au sein de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant ;
- le chef de l'inspection de la défense et de la sécurité civiles ou son représentant.

Membres nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale sur proposition du président du centre national de la fonction publique territoriale ;
- un président de conseil d'administration de service départemental d'incendie et de secours ou son représentant ;
- un directeur départemental des services d'incendie et de secours ou directeur départemental adjoint inscrit sur liste d'aptitude de directeur ;
- un membre de l'enseignement supérieur.

Tous les membres de la commission ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

La commission prend ses décisions à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Article 137

Le jury chargé d'attribuer le diplôme de chef de groupement comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le chef du bureau en charge de la formation des sapeurs-pompiers au sein de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant ;
- le chef de l'inspection de la défense et de la sécurité civiles ou son représentant ;
- le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.

Membres nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale sur proposition du président du Centre national de la fonction publique territoriale ;
- un président de conseil d'administration de service départemental d'incendie et de secours ou son représentant ;
- deux directeurs départementaux des services d'incendie et de secours ou directeurs départementaux adjoints inscrits sur liste d'aptitude de directeur ;
- un membre de l'enseignement supérieur.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend ses décisions à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Article 138

Le jury chargé d'attribuer le diplôme de directeur départemental adjoint comprend :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le chef du bureau en charge de la formation des sapeurs-pompiers au sein de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant ;
- le chef de l'inspection de la défense et de la sécurité civiles ou son représentant ;
- le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.

Membres nommés par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale sur proposition du président du Centre national de la fonction publique territoriale ;
- un président de conseil d'administration de service départemental d'incendie et de secours ou son représentant ;
- deux directeurs départementaux des services d'incendie et de secours ou directeurs départementaux adjoints inscrits sur liste d'aptitude de directeur ;
- un membre de l'enseignement supérieur.

Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

Le jury prend ses décisions à la majorité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

• TITRE IV : FORMATIONS DE SPÉCIALITÉS

Article 139

Les formations spécialisées visent à l'acquisition de compétences opérationnelles et techniques dans les domaines suivants :

- conduite ;
- cynotechnie ;
- encadrement des activités physiques ;
- feux de forêts ;
- formation ;

- interventions en milieu périlleux ;
- prévention ;
- prévision ;
- risques chimiques et biologiques ;
- risques radiologiques ;
- sauvetage aquatique ;
- sauvetage déblaiement ;
- secours en montagne ;
- secours subaquatique ;
- systèmes d'information et de communication.

Article 140

Les caractéristiques, les conditions d'accès et d'exercice et les prérequis exigés ainsi que les contenus, les modalités de déroulement et de validation de ces formations sont définis dans le cadre de référentiels spécifiques arrêtés par le ministre chargé de la sécurité civile.

• TITRE V : RECONNAISSANCE DES ATTESTATIONS, TITRES ET DIPLÔMES ET VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

► Chapitre Ier : Dispositions générales

Article 141

Les formations définies aux précédents articles peuvent être acquises en tout ou partie par la voie de la reconnaissance des attestations, titres et diplômes ou de la validation des acquis de l'expérience dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de la sécurité civile.

Article 142

La reconnaissance des attestations, titres et diplômes (RATD) est une procédure de reconnaissance d'équivalences permettant à un sapeur-pompier d'être dispensé totalement ou partiellement des titres ou formations exigés pour occuper un emploi.

La validation des acquis de l'expérience (VAE) est un dispositif qui permet à toute personne de demander que soient reconnus et validés les acquis de son expérience en vue d'être dispensée totalement ou partiellement des formations permettant de tenir les emplois correspondants.

Article 143

Les candidats ont la responsabilité de la constitution de leur dossier qui doit comprendre l'ensemble des pièces nécessaires à l'étude de leur demande par la commission ad hoc (photocopies des titres, des diplômes, des attestations, état de services...).

Les candidats ne peuvent déposer qu'une demande annuelle pour un même titre. Il ne peut y avoir plus de trois demandes au cours d'une même année civile pour des titres différents.

Pour prétendre à une validation des acquis de l'expérience, les candidats doivent justifier de trois ans d'exercice de l'activité au titre de laquelle la demande est réalisée. Les périodes de stage ou de formation en milieu professionnel effectuées pour la préparation d'un diplôme ou d'un titre professionnel ne sont pas pris en compte dans la durée d'expérience requise.

Article 144

La reconnaissance des attestations, titres et diplômes et la validation des acquis de l'expérience produisent les mêmes effets que les autres modes de contrôle des connaissances et des aptitudes.

Article 145

Les commissions de validation des acquis de l'expérience et de reconnaissance des attestations, titres et diplômes, dont la composition est mentionnée aux articles suivants, examinent les demandes présentées et vérifient si les titres détenus et/ou les acquis ou l'expérience professionnelle du candidat correspondent aux aptitudes, compétences et connaissances exigées pour occuper l'emploi correspondant au diplôme sollicité. Ces commissions peuvent demander une évaluation de l'agent portant sur tout ou partie des acquis relatifs à la reconnaissance des attestations, titres et diplômes ou à la validation des acquis de l'expérience demandée. Elles déterminent les modalités suivant lesquelles cette évaluation doit être réalisée.

► Chapitre II : Formations d'intégration

Article 146

Une commission nationale est chargée de la reconnaissance des acquis en vue de dispenser les officiers de sapeurs-pompiers professionnels de tout ou partie des formations d'intégration permettant l'exercice des emplois de tronc commun.

Les sapeurs-pompiers professionnels recrutés par voie de détachement suivent la formation d'intégration correspondant à l'emploi occupé dans le cadre d'emploi d'accueil. Le service départemental d'incendie et de

secours saisit la Commission nationale de validation des acquis de l'expérience qui examine le contenu des qualifications acquises et statue sur les dispenses partielles ou totales de formation.

Article 147

Les demandes des candidats, qui devront comprendre obligatoirement une attestation sur l'honneur déclarant sincères et véritables les informations transmises, sont adressées à la commission nationale sous couvert du directeur départemental des services d'incendie et de secours des candidats.

Article 148

La commission nationale est composée comme suit :

Membres de droit :

- le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant, président ;
- le chef du bureau en charge de la formation des sapeurs-pompiers au sein de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises ou son représentant ;
- le directeur de l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers ou son représentant.

Membres et suppléants ayant même qualité, nommés par directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises :

- un élu, membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
- un représentant du centre national de la fonction publique territoriale ;
- deux directeurs départementaux des services d'incendie et de secours ou directeurs départementaux adjoints inscrits sur liste d'aptitude de directeur ;
- un représentant des officiers de sapeurs-pompiers professionnels, membre de la Commission administrative paritaire nationale de catégorie A, tiré au sort au sein du groupe hiérarchique supérieur ;
- un membre de l'enseignement supérieur, lorsque la commission statue sur des demandes relatives à un diplôme de directeur départemental adjoint ou de chef de groupement.

La commission peut s'adjoindre des experts qui assistent aux délibérations du jury avec voix consultative. Tous les membres du jury ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsque les deux tiers au moins des membres sont présents.

La commission prend ses décisions à la majorité des membres présents. En cas d'égalité de voix, la voix du président est prépondérante.

Sous réserve que le candidat remplisse l'ensemble des conditions réglementaires d'accès au titre visé par la demande de VAE, la décision de la commission est communiquée par le président au candidat, à l'autorité d'emploi puis notifiée par ses soins au directeur de l'ENSOSP qui délivre l'attestation ou le titre ou le diplôme concerné.

Article 149

Une commission départementale est chargée de la reconnaissance des acquis en vue de dispenser les sapeurs-pompiers professionnels non officiers de tout ou partie des formations d'intégration permettant l'exercice des emplois de tronc commun.

Cette commission est composée comme suit :

- le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant, président ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant ;
- le responsable départemental de la formation ;
- un représentant de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C, tiré au sort au sein du groupe hiérarchique supérieur.

La commission prend ses décisions à la majorité des membres présents. En cas d'égalité de voix, la voix du président est prépondérante.

Sous réserve que le candidat remplisse l'ensemble des conditions réglementaires d'accès au titre visé par la demande de VAE, la décision de la commission est communiquée par le président au directeur départemental des services d'incendie et de secours qui délivre l'attestation, titre ou diplôme concerné.

► Chapitre III : Formations de spécialités

Article 150

Les sapeurs-pompiers professionnels peuvent, compte tenu de leurs qualifications antérieures, être dispensés de suivre les formations de spécialité correspondant à des compétences déjà acquises. Pour l'application de cette mesure, les sapeurs-pompiers professionnels peuvent demander à bénéficier de la procédure de reconnaissance des attestations, titres et diplômes ou de la procédure de validation des acquis de l'expérience. Ces demandes sont examinées conformément aux dispositions prévues par les référentiels d'emplois, d'activités et de compétences de spécialités.

Article 151

Les modalités de validation des acquis de l'expérience et reconnaissance des attestations, titres et diplômes de ces formations sont définies dans le cadre de référentiels spécifiques, arrêtés par le ministre chargé de la sécurité civile.

• TITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Article 152

Les sapeurs-pompiers professionnels qui, à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires des unités de valeur et des modules de formation permettant de tenir un emploi prévu par le décret 90-850 du 25 septembre 1990 modifié susvisé sont réputés détenir les unités de valeur et les modules de formation exigés pour la tenue de cet emploi dans le cadre des dispositions du présent texte.

Article 153

Les sapeurs-pompiers professionnels promus au grade supérieur au titre des [articles 21 à 29 du décret n° 2012-522 du 20 avril 2012 susvisé](#) suivent dès leur nomination la formation correspondante à l'emploi occupé.

Article 154

A titre dérogatoire, les candidats exerçant un emploi pour lequel ils ne détiennent pas la formation correspondante pourront dans les douze mois suivant la parution du présent arrêté déposer une demande de validation des acquis de l'expérience ou de reconnaissance des attestations, titres et diplômes au titre des formations d'adaptation à l'emploi.

Les caporaux de sapeurs-pompiers professionnels nommés sergents dans le cadre des dispositions transitoires du décret du 2012-521 du 20 avril 2012 susvisé, qui à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires des unités de valeurs SAP2 et DIV2 devront suivre un complément de formation gestion opérationnelle et commandement de 30 heures pour acquérir la formation complète de chef d'agrès d'un engin comportant une équipe.

Les sergents nommés adjudants dans le cadre des dispositions transitoires du décret du 2012-521 du 20 avril 2012 susvisés, qui à la date d'application du présent arrêté, sont titulaires de la formation de chef d'agrès prévue par l'arrêté du 19 décembre 2006 portant guide national de référence des emplois, des activités et des formations de tronc commun des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires sont réputés détenir la formation de chef d'agrès tout engin.

Article 155

La direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises est chargée sur une durée de deux ans d'assurer, en relation avec les partenaires et représentants des services départementaux d'incendie et de secours, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du dispositif de formation prévu par le présent arrêté.

Article 156

L'arrêté du 4 janvier 2006 modifié relatif au schéma national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires est abrogé.

L'arrêté du 5 janvier 2006 modifié relatif aux formations de tronc commun des sapeurs-pompiers professionnels est abrogé.

L'arrêté du 19 décembre 2006 relatif au guide national de référence des emplois, des activités et des formations de tronc commun des sapeurs professionnels et volontaires est abrogé.

L'arrêté du 19 décembre 2006 relatif à l'organisation des formations des officiers de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires à l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers est abrogé.

Article 157

Le présent arrêté entrera en vigueur le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel de la République française.

Par dérogation, l'ENSOSP disposera d'une période de neuf mois pour se mettre en conformité à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 158

Le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 30 septembre 2013.

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général

de la sécurité civile

et de la gestion des crises,

M. Papaud

La ministre de la réforme de l'Etat,

de la décentralisation

et de la fonction publique,

Pour la ministre et par délégation :

Le chef de service,

P. Cural

Annexe 3 : modèle de fiche d'évaluation formative

**FICHE D'ÉVALUATION FORMATIVE FAE CE SPP/SPV
TECHNIQUES PROFESSIONNELLES APPLIQUÉES À L'INCENDIE**

Objectif : Le candidat doit connaître les différentes techniques de sauvetage et d'extinction, maîtriser les techniques professionnelles associées ainsi que diriger et impliquer son binôme dans l'action et cela conformément aux différents GNR.

Date :

Lieu :

<u>Thème de l'exercice :</u>	
------------------------------	--

Fonction du stagiaire	Candidat :	Nom :
		Prénom :

Évaluateur 1	Évaluateur 2
Grade :	Grade :
Nom :	Nom :
Prénom :	Prénom :
Signature	Signature

CRITERES	A	ECA	NA	OBSERVATIONS
Compétence 1 : S'intégrer dans une chaîne de commandement en qualité de chef d'équipe incendie				
Exécute l'ordre de manière adaptée				
Tient sa place au sein du binôme				
Rend compte directement à son CA				
Compétence 2 : Adapter l'action du binôme aux contraintes de l'environnement et aux risques				
Met en œuvre les matériels adaptés				
Adapte son comportement à la situation et à l'environnement				
Respecte la chronologie de la manœuvre				
Compétence 3 : Appliquer et faire appliquer les règles de sécurité au sein de l'équipe				
Applique et fait appliquer les règles de sécurité du GNR (1)				
Applique et fait appliquer les règles de protection individuelles et collectives				
Ne réalise pas de geste dangereux et surveille les gestes de son équipier (1)				
Compétence 4 : Manager une équipe opérationnelle				
Comprend l'ordre initial et donne des directives adaptées à son équipier				
Dirige et contrôle son équipier pour atteindre l'objectif				
Pousse à l'action et motive son équipier				

	A	ECA	NA	OBSERVATION GÉNÉRALE :
Compétence 1 :				
Compétence 2 :				
Compétence 3 :				
Compétence 4 :				

(1) Tout geste, réalisé par le chef d'équipe ou par l'équipier, pouvant mettre en péril la victime ou l'équipe et non corrigé par le chef d'équipe avant l'engagement, est éliminatoire (contrôle étanchéité, gestion de l'air...)

A : acquis / ECA : en cours d'acquisition / NA : non acquis

Annexe 4 : modèle de fiche d'évaluation sommative à visée certificative

**FICHE D'ÉVALUATION SOMMATIVE A VISÉE CERTIFICATIVE FAE CE SPP/SPV
TECHNIQUES PROFESSIONNELLES APPLIQUÉES À L'INCENDIE**

<u>Nom:</u>	<u>Prénom:</u>	<u>C.I.S.:</u>
-------------	----------------	----------------

THEMATIQUE	SITUATION N°1	SITUATION N°2	SITUATION N°3
FONCTION DU STAGIAIRE			
EVALUATEUR 1			
EVALUATEUR 2			
CRITERES	A ECA NS Observations	A ECA NS Observations	A ECA NS Observations
Compétence 1 : S'intégrer dans une chaîne de commandement en qualité de chef d'équipe incendie			
Exécute l'ordre de manière adaptée			
Tient sa place au sein du binôme			
Rend compte directement à son CA			
Compétence 2 : Adapter l'action du binôme aux contraintes de l'environnement et aux risques			
Met en œuvre les matériels adaptés			
Adapte son comportement à la situation et à l'environnement			
Respecte la chronologie de la manœuvre			
Compétence 3 : Appliquer et faire appliquer les règles de sécurité au sein de l'équipe			
Applique et fait appliquer les règles de sécurité du GNR (1)			
Applique et fait appliquer les règles de protection individuelles et collectives			
Ne réalise pas de geste dangereux et surveille les gestes de son équipier (1)			
Compétence 4 : Manager une équipe opérationnelle			
Comprend l'ordre initial et donne des directives adaptées à son équipier			
Dirige et contrôle son équipier pour atteindre l'objectif			
Pousse à l'action et motive son équipier			

THEMATIQUE	SITUATION N°4	SITUATION N°5	SITUATION GÉNÉRALE
FONCTION DU STAGIAIRE			
EVALUATEUR 1			
EVALUATEUR 2			

CRITERES	A ECA NS Observations	A ECA NS Observations	A ECA NS Observations
Compétence 1 : S'intégrer dans une chaîne de commandement en qualité de chef d'équipe incendie			
Exécute l'ordre de manière adaptée			
Tient sa place au sein du binôme			
Rend compte directement à son CA			
Compétence 2 : Adapter l'action du binôme aux contraintes de l'environnement et aux risques			
Met en œuvre les matériels adaptés			
Adapte son comportement à la situation et à l'environnement			
Respecte la chronologie de la manœuvre			
Compétence 3 : Appliquer et faire appliquer les règles de sécurité au sein de l'équipe			
Applique et fait appliquer les règles de sécurité du GNR (1)			
Applique et fait appliquer les règles de protection individuelles et collectives			
Ne réalise pas de geste dangereux et surveille les gestes de son équipier (1)			
Compétence 4 : Manager une équipe opérationnelle			
Comprend l'ordre initial et donne des directives adaptées à son équipier			
Dirige et contrôle son équipier pour atteindre l'objectif			
Pousse à l'action et motive son équipier			

A l'issue de la formation le stagiaire est déclaré : Apté <input type="checkbox"/> Inapte <input type="checkbox"/> à l'obtention de la formation pratique FAE CE	Observations générales :	Visa du Responsable Pédagogique
---	---------------------------------	--

Annexe 5 : diplôme de chef d'équipe de sapeur-pompier volontaire

DIPLÔME DE CHEF D'ÉQUIPE DE SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE

Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu l'arrêté du 8 août 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers volontaires,

Vu le procès-verbal du jury d'examen en date du **3 décembre 2014** déclarant que «Sexe» «Prénom_min» «Nom» né le «Date_de_naissance», a subi avec succès les épreuves exigées pour l'obtention du diplôme de **chef d'équipe de sapeur-pompier volontaire**, lui permettant d'intervenir sur les **activités incendie** définies dans le référentiel des activités et des compétences de tronc commun des sapeurs-pompiers volontaires,

délivre à «Sexe» «Prénom_min» «Nom» le présent diplôme.

Fait à Saint Valery en Caux, le 8 décembre 2014

Le Directeur départemental,

Colonel André BENKEMOUN

«Numéro_diplôme»

Annexe 6 : diplôme de caporal de sapeur-pompier
professionnel

DIPLÔME DE CAPORAL DE SAPEUR-POMPIER PROFESSIONNEL

Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu l'arrêté du 30 septembre 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels,

Vu le procès-verbal du jury d'examen en date du **22 décembre 2014** déclarant que monsieur **Jean-Pascal DUBOSC** né le 5 avril 1970, a subi avec succès les épreuves exigées pour l'obtention du diplôme de **caporal de sapeur-pompier professionnel**, définies dans le référentiel des emplois, des activités et des compétences des sapeurs-pompiers professionnels,

délivre à monsieur **Jean-Pascal DUBOSC** le présent diplôme.

Fait à Saint Valéry en Caux, le 19 janvier 2015

Le Directeur départemental,

Colonel André BENKEMOUN

